



MERCREDI 9 SEPTEMBRE 2020

Rapport du CDC [Center of Disease Control] américain : Aux Etats-Unis, seuls 6% des morts du COVID-19 ne sont pas morts d'autre chose.

- ▶ **Décès en régime de verrouillage et le coût réel de LOKIN-20** p.1
- ▶ **Comment change le monde** (Didier Mermin) p.15
- ▶ **Travaux bibliques** (James Howard Kunstler) p.18
- ▶ **Un reflet sombre d'une époque révolue** (Tim Watkins) p.20
- ▶ **Pourquoi je quitte Facebook** (Antonio Maria Turiel) p.23
- ▶ **Changement climatique : les propres recherches d'Exxon ont confirmé le rôle des combustibles dès 1977** p.26
- ▶ **Montée des océans : l'Asie et le Moyen-Orient sont bien plus menacés que nous le pensions** p.33
- ▶ **Plus sec, ou plus humide ?** (Jean-Marc Jancovici) p.36
- ▶ **Que vive La Décroissance en septembre 2020** (Michel Sourrouille) p.37
- ▶ **ÉNERGIE : QUELQUES POINTS...** (Patrick Reymond) p.38

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **« Pourquoi ce terrible silence sur le vaccin... russe ? »** (Charles Sannat) p.43
- ▶ **BHL parle d'une «zombification de la France» au sujet du port du masque en extérieur** p.48
- ▶ **Pour Bloomberg, le monde va vers une nouvelle récession fin 2020 !** (Charles Sannat) p.49
- ▶ **Sauvetage en vue des investisseurs dans les obligations pourries** (François Leclerc) p.52
- ▶ **L'intolérance et l'autoritarisme accélèrent la désunion et l'effondrement** (Charles Hugh Smith) p.53
- ▶ **À méditer, mais c'est difficile, je sais: la monnaie n'est pas la richesse!** (Bruno Bertez) p.55
- ▶ **En guise d'editorial. Nostalgie du capitalisme productif!** (Bruno Bertez) p.55
- ▶ **À la fin du marché, il ne reste que le second choix. La pourriture a le vent en poupe** (Bruno Bertez) p.61
- ▶ **Bourse, un trou d'air prévu et prévisible, seul manquait la date exacte. Purge sur les technologiques.** (Bruno Bertez) p.66
- ▶ **Le dollar est fini (1/2)** (Dan Denning) p.68
- ▶ **N'oubliez pas d'où vient l'argent du gouvernement** (Bruno Bertez) p.71
- ▶ **Trampoline et fausse monnaie** (Bill Bonner) p.72

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Décès en régime de verrouillage et le coût réel de LOKIN-20

Posté par : Iain , 13 juin 2020



Le régime de Lockdown, instauré par le gouvernement britannique le 23 mars et promulgué le 25 mars, semble avoir entraîné la mort prématurée de dizaines de milliers de personnes au Royaume-Uni. Dans mon précédent article, LOKIN-20, The Lockdown Regime Causes Increasing Health Concerns, nous avons évoqué la probabilité que le Lockdown entraîne une surmortalité importante. Avec la publication du dernier rapport sur les décès non liés au COVID 19 de l'Office of National Statistics, nous pouvons maintenant commencer à voir l'ampleur de ces décès.

L'ONS révèle qu'entre le 7 mars et le 1er mai (semaine 11-18 de l'ONS), 46 380 décès excédentaires, en plus de la moyenne statistique sur 5 ans, ont été enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles. Les chiffres pour l'Écosse et l'Irlande du Nord ne sont pas inclus.

Sur les 46 380 décès excédentaires, 12 900 (27,8 % des décès excédentaires supplémentaires) n'étaient pas imputables à la COVID 19. Cela suggère que 33 480 (72,2 % des surdécès supplémentaires) étaient attribuables à COVID 19.

Cependant, comme nous l'avons vu dans COVID 19 est une absurdité statistique, il n'est pas du tout clair combien de ces décès étaient le résultat direct ou même indirect de COVID 19. Le problème est que l'État britannique a créé un système d'enregistrement des décès COVID 19 qui est inhabituellement vague, pour le Royaume-Uni, et qui est très ouvert aux erreurs et aux mauvaises interprétations.

Toutes les nations ont leurs propres processus d'enregistrement et systèmes de collecte de données, mais la situation au Royaume-Uni n'est pas différente de celle de l'Italie. Le gouvernement italien a imposé son strict embargo le 9 mars dernier. Le 20 mars, alors que le nombre de décès présumés COVID 19 augmentait de manière significative, l'Institut national de la santé (ISS) italien a publié un rapport sur les caractéristiques des personnes décédées.

Citant cette recherche, qui n'a pas trouvé de cause de décès claire pour le COVID 19 dans 88% des décès attribués au coronavirus, le conseiller scientifique du ministre italien de la santé, **le professeur Walter Ricciardi**, a déclaré :

*« La façon dont nous classifions les décès dans notre pays est très généreuse dans le sens où toutes les personnes qui meurent dans les hôpitaux avec le coronavirus sont considérées comme mourant du coronavirus... Selon la réévaluation de l'Institut national de la santé, **seulement 12 % des certificats de décès ont montré une causalité directe du coronavirus.** »*



Sir Patrick Vallance

Nous pourrions considérer cela à la lumière de la déclaration faite par l'homologue britannique du professeur Ricciardi. Le 16 avril, le directeur scientifique du Royaume-Uni, **Sir Patrick Vallance**, a déclaré :

"Il convient de rappeler à nouveau que les taux de l'ONS sont ceux des personnes dont le certificat de décès comporte la mention COVID. Cela ne veut pas dire qu'ils ont été nécessairement infectés parce que beaucoup d'entre eux n'ont pas été testés. Nous devons donc simplement comprendre la différence".

L'État britannique, comme les Italiens, a demandé à l'ONS d'enregistrer toute mention de COVID 19 sur le certificat de décès (MCCD) comme mortalité COVID 19. En outre, l'ONS a été invité à accepter les chiffres de mortalité COVID 19 suggérés par la Commission de la qualité des soins (CQC), même si COVID 19 n'était pas mentionné sur le MCCD.

La collecte et la notification de la mortalité COVID 19 en Angleterre et au Pays de Galles ont donc été totalement désorganisées. Il est certain que la communication de ces statistiques par les HSH, qui ont massivement soutenu le régime de Lockdown, est aussi insignifiante qu'il est possible de l'être sans les avoir simplement inventées.

Entre le 7 mars et le 1er mai, les chiffres de la CQC n'ont joué aucun rôle dans l'analyse de la mortalité de l'ONS. Le CQC n'a commencé à soumettre ses données à l'ONS que le 29 avril. Je le mentionne ici, non seulement pour souligner à quel point les statistiques de mortalité de COVID 19 sont devenues absurdes, mais aussi parce que les chiffres du CQC seront importants lorsque nous tenterons d'évaluer la véritable ampleur des décès de LOKIN-20 au Royaume-Uni.



COVID 19 non diagnostiquée

État de l'ONS :

"Il est possible que les symptômes ne soient pas apparents ou que le COVID-19 soit confondu avec des maladies présentant des symptômes similaires. Certains certificats de décès indiquent que de plus amples informations seront fournies ultérieurement, et certains d'entre eux ont depuis été mis à jour pour mentionner COVID-19. Ceci soutient la théorie selon laquelle COVID-19 est actuellement sous-diagnostiqué sur les certificats de décès".

C'est une déclaration illogique de la part de l'ONS. Elle ne soutient pas leur affirmation selon laquelle COVID 19 a été sous-diagnostiqué.

Si les symptômes ne sont pas apparents, il n'y a aucune raison de suspecter que COVID 19 a été la cause du décès. Il est probable qu'il n'y avait pas non plus de symptômes de rage ou de malaria. Vous ne suspecteriez pas non plus qu'ils soient la cause du décès, bien que vous puissiez le faire si vous suiviez la logique de l'ONS.

L'ONS ne nous dit pas pourquoi les MCCD ont été mis à jour plus tard pour mentionner COVID 19. Nous ne savons pas non plus combien de décès non COVID 19 ont été remplacés par la suite par des décès COVID 19. L'explication la plus raisonnable de ce changement est que le défunt est décédé avant que les résultats des tests ne soient disponibles ou lorsqu'un examen ultérieur des notes de cas a indiqué la présence de COVID 19. Nous parlerons plus tard des résultats positifs des tests, mais il suffit de dire qu'ils sont une raison de réduire et non d'augmenter la mortalité revendiquée par COVID 19.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'examen des notes de cas n'est pas un moyen fiable d'identifier la COVID 19. D'autant plus que le médecin examinateur n'a peut-être jamais rencontré le défunt. Ailleurs, dans son rapport, l'ONS déclare

"Il est possible que les affections "autres infections respiratoires basses aiguës" et "grippe et pneumonie" présentent des symptômes similaires à ceux de COVID-19 et soient donc enregistrées par erreur à la place de COVID-19....il est possible que les symptômes ne soient pas apparents ou que COVID-19 soit confondu avec des maladies présentant des symptômes similaires..."



Prof. Karol Sikora

C'est une observation judicieuse de l'ONS. Les symptômes de la grippe, de la pneumonie et d'autres infections respiratoires aiguës sont pratiquement impossibles à distinguer des symptômes respiratoires les plus dangereux du COVID 19. Si l'ONS semble vouloir suggérer que cela signifie que la COVID 19 a été sous-diagnostiquée, un surdiagnostic considérable est bien plus plausible.

Le professeur Karol Sikora, ancien directeur du programme de lutte contre le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a récemment souligné cette préoccupation. Il a déclaré que les médecins semblaient mettre COVID 19 sur les MCCD de façon injuste, avec "tout indice" de sa présence suffisant pour l'enregistrer comme cause du décès. Bien qu'il ait estimé qu'environ la moitié des décès signalés par l'ONS étaient attribuables à COVID 19, il est peut-être un peu injuste de blâmer la profession médicale pour cette erreur de diagnostic potentiellement excessive.

Suite à la loi sur les coronavirus, l'État, le NHS, le Royal College of Pathology et l'ONS ont fait partie des nombreuses institutions influentes qui ont été obligées par la législation de publier des directives sur la COVID 19 à l'intention des praticiens signataires de la MCCD. Elle garantissait pratiquement l'attribution de la mortalité COVID 19 sur la base des preuves les plus infimes. Par exemple, l'ONS a déclaré

"Si, avant son décès, le patient présentait des symptômes typiques de l'infection par COVID 19... il serait satisfaisant de donner 'COVID-19' comme cause du décès".

Comme le reconnaît l'ONS, ces symptômes pourraient avoir été causés par une série de maladies respiratoires. La conséquence évidente des directives qu'ils ont publiées est un sur-diagnostic, et non un sous-diagnostic, de la COVID 19. Les médecins doivent suivre la politique comme n'importe qui d'autre. Ils ne sont pas à blâmer pour ce problème. Les législateurs et les décideurs politiques le sont.

Étant donné que la COVID 19 est censée être une pandémie, si le sous-diagnostic est un problème, nous devrions constater une augmentation anormale des décès dus à la pneumonie dans les chiffres de mortalité non liés à la COVID 19. La grippe, la COVID 19 et d'autres maladies respiratoires similaires se résolvent souvent en pneumonie en phase terminale de soins palliatifs.

Pourtant, l'ONS contredit cette notion dans son propre rapport :

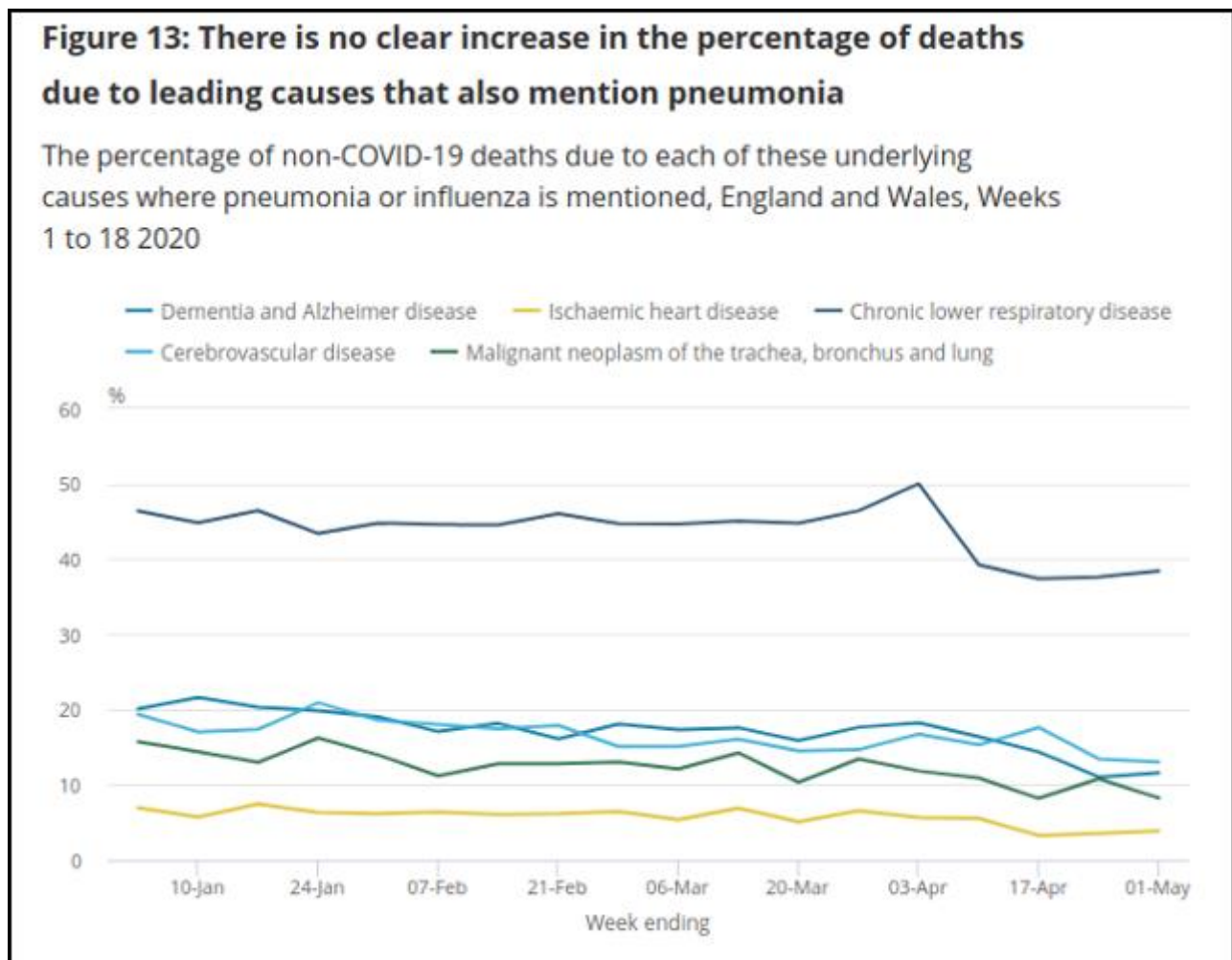
"Il est peu probable que les symptômes de COVID-19 aient été confondus avec ceux d'une pneumonie depuis la semaine 14 (semaine se terminant le 3 avril 2020). Il est possible que cela ait contribué à l'excès de décès non liés à COVID-19 observé avant cette date".

L'ONS rapporte que le nombre de décès non COVID 19 a été recalculé afin de fournir les chiffres les plus à jour. Le chiffre de 12 900 n'apparaît pas clairement dans les données publiées pour la période de la semaine 11 à 18.

Il n'y a pas eu de décès excédentaire non COVID 19 initialement déclaré en semaine 11. Il semble que, sur les 2 061 décès supplémentaires ajoutés ultérieurement, 220 ont finalement été notés en semaine 11. Nous nous concentrerons ici sur les séries de données initiales publiées.

Entre la semaine 12 et la semaine 18, il y a eu 10 839 décès supplémentaires non COVID 19 initialement signalés. Sur ce total, 421 (3,9%) sont survenus avant la semaine 14. La pneumonie mal diagnostiquée étant une raison peu probable pour plus de 96% des décès non COVID 19 déclarés, nous devons nous demander pourquoi l'ONS se donnerait la peine de suggérer que cela pourrait en être la cause.

Il est clair que, selon leur propre analyse des données, ce n'est pas le cas. Il n'y a aucune raison pour eux de faire une telle affirmation.



Les données de l'ONS ne montrent aucune augmentation des décès dus à la pneumonie

Les hommes de paille de l'ONS

Ce thème des COVID 19 non diagnostiqués persiste tout au long de leur rapport, sans justification. L'ONS note l'augmentation significative des décès dus à une série d'autres affections, enregistrant des pics importants de décès dus à l'asthme et au diabète dans la mortalité non COVID 19. Tout en reconnaissant que des retards dans les soins pourraient en être la cause, il défend l'idée que la COVID 19 pourrait encore être responsable de ces décès.

"Cela pourrait indiquer que certaines personnes souffrant de ces maladies ne reçoivent pas les soins assez rapidement pour éviter que la mort ne survienne. Il est également plausible que certains de ces décès soient dus au fait que la COVID-19 non diagnostiquée avait exacerbé la condition préexistante".



Des unités de cloisonnements - vides !

Pour une raison ou une autre, l'ONS avance également quelques arguments de poids pour tenter d'expliquer la mortalité non COVID 19. Le premier est la réduction de la capacité des hôpitaux.

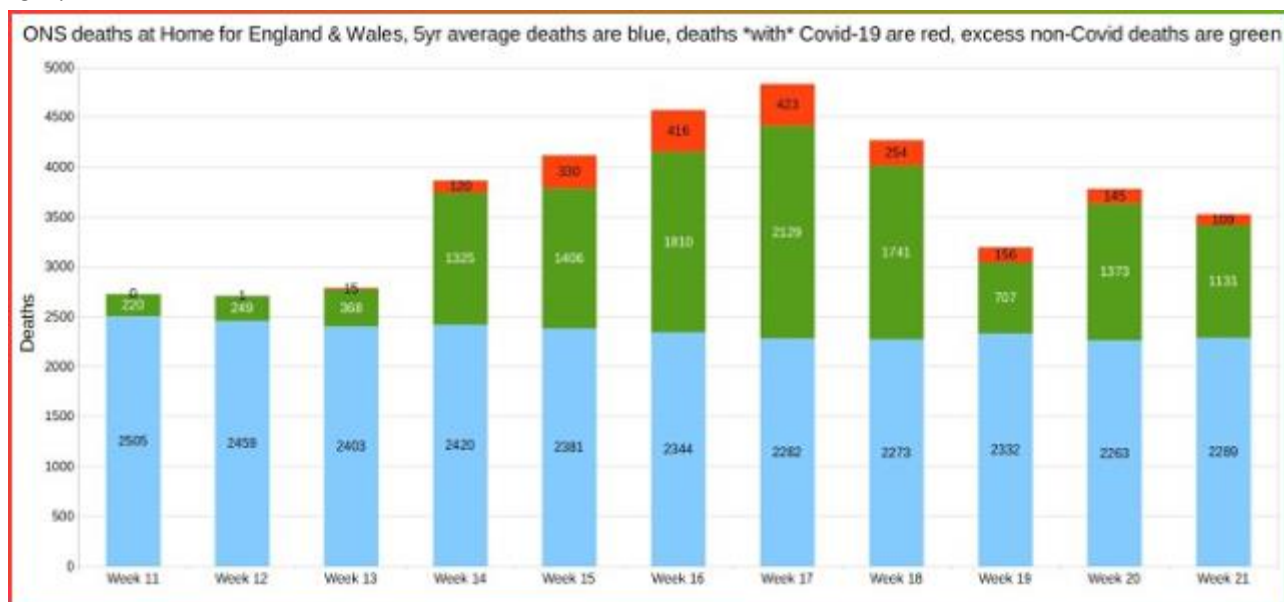
Pendant le régime de Lockdown, la capacité hospitalière a augmenté. Il n'y a pas eu de réduction. Bien que l'ONS reconnaisse que les décès se sont de plus en plus produits à domicile et dans les établissements de soins, plutôt qu'à l'hôpital, la raison pour laquelle elle explique cela semble étrange.

Ils affirment à la fois que le NHS a été adapté pour traiter les cas de COVID 19 et que les soins de santé pour les maladies non COVID 19 ont peut-être été réduits, ce qui a pu augmenter la mortalité. En ce qui concerne l'accès réduit aux traitements hospitaliers, l'ONS déclare

« [Cela] pourrait indiquer que les personnes très malades atteintes de ces maladies restent chez elles alors qu'auparavant elles pouvaient être admises à l'hôpital ou dans un hospice pour des soins de fin de vie. »

Cela est vrai. Cependant, leur rapport est censé être une analyse des 12 900 décès supplémentaires en excès qui se sont produits en 7 semaines en Angleterre et au Pays de Galles. Non seulement l'ONS a présenté cette analyse dans le contexte de l'argument de l'homme de paille, mais il semble suggérer que les patients qui n'ont

pas été traités à l'hôpital sont simplement arrivés. Les gens sont simplement restés chez eux, comme si c'était leur choix.



Statistiques de l'ONS - Graphiques de Christopher Bowyer

Si cette analyse semble étrange, l'explication de l'ONS sur les changements d'enregistrement des décès est tout à fait bizarre. L'argument qu'ils présentent est que la loi sur les coronavirus a amélioré l'efficacité du processus d'enregistrement.

L'ONS s'occupe de communiquer les statistiques de mortalité. Pour lui, l'amélioration de la rapidité du processus d'enregistrement est une mesure de l'efficacité accrue. Cependant, si les certificats de décès enregistrés fournissent des causes de décès de plus en plus insignifiantes, la précipitation a considérablement réduit l'efficacité.

Les décès sont transmis aux coroners lorsque la cause du décès n'est pas claire. Cela réduit la rapidité de l'enregistrement mais améliore également la précision, d'un point de vue statistique. La loi sur les coronavirus de 2020 a plus ou moins exclu toute référence à un coroner. Le coroner en chef du Royaume-Uni a émis les conseils suivants à l'intention des coroners :

"L'objectif du système devrait être que chaque décès dû à la COVID-19 qui ne nécessite pas, en droit, d'être renvoyé au coroner, soit traité par le biais du processus MCCD".

Les médecins ont reçu pour instruction de prendre en charge tous les symptômes de maladie respiratoire indiqués par la COVID 19. S'ils n'étaient pas sûrs, le renvoi à un coroner était certainement une perte de temps et la loi sur les coronavirus a supprimé l'accès au deuxième avis d'un médecin légiste.

Pour une raison insondable, l'ONS semble convenir que la COVID 19 est une cause de décès unique et évidente. Bien qu'ils reconnaissent que les symptômes de la COVID 19 sont plus ou moins les mêmes que ceux de nombreuses autres infections, un diagnostic de COVID 19 élimine en quelque sorte tout doute. La loi sur les coronavirus y a veillé et l'ONS estime que cette méthode est plus efficace :

"Cela permettrait d'accroître l'efficacité de l'enregistrement des cas qui auraient normalement fait l'objet d'une enquête".

Les enquêtes inquiétantes et les avis médicaux corroborants, pour s'assurer que la cause déclarée du décès est exacte, sont inutiles pour tous les décès COVID 19. Bien que le rapport avec les décès non COVID 19 ne soit pas évident. Pas grand-chose, selon l'ONS, qui déclare

"Cela suggère que malgré les améliorations d'efficacité observées dans les enregistrements, il est peu probable que ces améliorations elles-mêmes soient à l'origine d'une grande partie de l'augmentation des enregistrements de décès observée ces dernières semaines".

Non seulement cela soulève des préoccupations importantes quant à l'exactitude des statistiques déclarées par l'ONS, mais cela amène à se demander pourquoi ils ont ressenti le besoin d'inclure une explication suggérée, dans leur analyse écrite de ces décès, s'ils l'avaient déjà exclue. Cette explication semble avoir été incluse uniquement pour promouvoir l'idée que la loi sur les coronavirus a amélioré l'efficacité de l'enregistrement.

Pourtant, dans son propre rapport, l'ONS fournit des raisons plus que suffisantes pour remettre sérieusement en question ce gain d'efficacité allégué. La loi sur les coronavirus a réduit l'exactitude et la fiabilité des statistiques de mortalité en Angleterre et au Pays de Galles. Le fait que cela ne semble pas importer à l'ONS est inquiétant.

Preuve des décès liés au régime de verrouillage

Il est évident que le régime de bouclage a causé d'importantes pertes de vies humaines. Il ne fait aucun doute que le retard dans le traitement de maladies graves augmente considérablement le risque de mortalité.

Au moment de la rédaction du présent rapport (10/06/2020), la COVID 19 aurait touché 0,4 % des populations britanniques et 0,06 % en seraient morts. Le cancer à lui seul tue 0,24 % de la population chaque année au Royaume-Uni. Même si l'on admet que tous les décès déclarés à la suite de COVID 19 étaient dus à ce syndrome, le cancer tue au moins quatre fois plus de personnes.

En 2018, 541 589 personnes sont mortes en Angleterre et au Pays de Galles. Cela représente 0,92 % de la population, ce qui signifie qu'environ 0,15 % de la population meurt tous les deux mois. Les cinq principales causes de décès représentent plus de 40 % de ces décès.

# of Deaths	% of Deaths	% Population mortality risk
9321 deaths over 90yrs	21.3%	0.013%
26465 deaths over 80yrs	60.6%	0.036%
36447 deaths over 70yrs	83.4%	0.05%
269 deaths under 40yrs	0.6%	0.00036%
13 deaths under 20yrs	0.03%	0.000018%
4 deaths under 15yrs	0.009%	0.0000054%

Données de l'ONS

En moyenne, ces cinq causes tuent 0,37 % de la population chaque année, ce qui équivaut à environ 0,06 % tous les deux mois. C'est à peu près le même chiffre que les décès signalés par le COVID 19. Pourtant, pour ces personnes, pendant le régime de Lockdown, le traitement et le dépistage essentiel ont été effectivement suspendus.

Pendant la même période, le taux d'occupation des lits d'hôpitaux a été au plus bas. Des capacités supplémentaires ont été ajoutées sous la forme des différents hôpitaux Nightingale, bien que ceux-ci n'aient pas été nécessaires pour traiter les brevets COVID 19.

Pendant le régime de lockdown, le dépistage et le traitement du cancer ont été suspendus. Cancer Research UK estime que 290 000 personnes n'ont pas été suivies pour un cancer, ce qui indique qu'environ 20 000 cancéreux actuels, qui auraient autrement été dépistés, restent sans diagnostic au Royaume-Uni. Ils affirment que 2,1 millions de personnes ont manqué leur rendez-vous de dépistage, ce qui pourrait coûter la vie à 3 800 autres personnes. L'impact sur les taux de survie au cancer a été dévastateur.

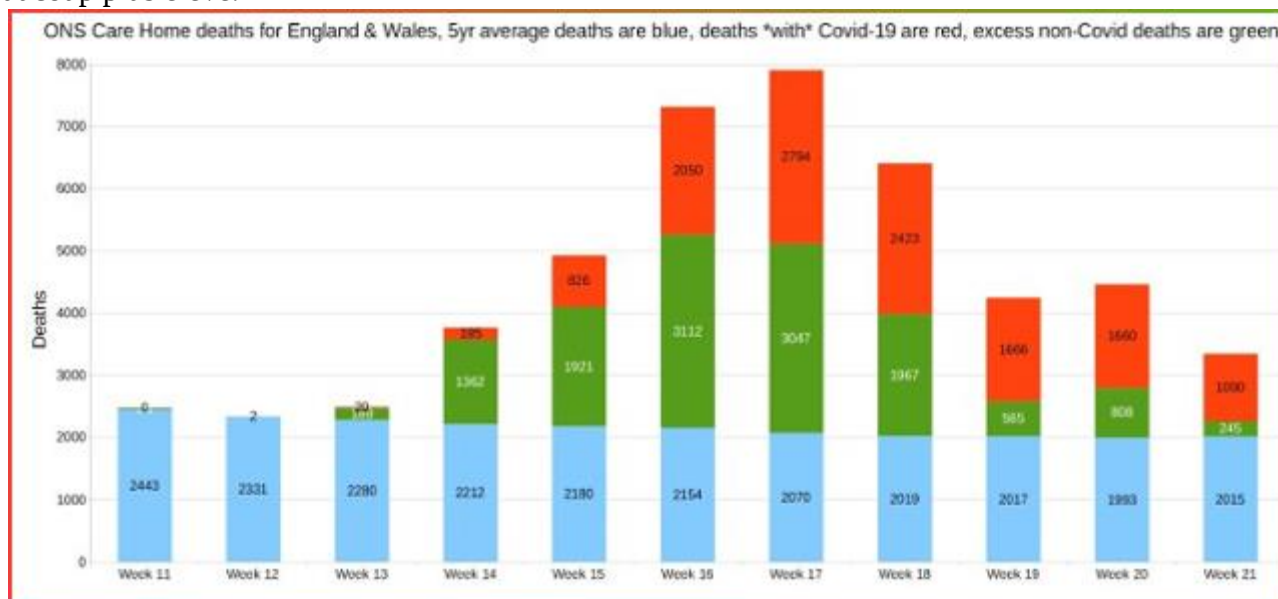
À Londres, le temps moyen d'intervention des ambulances a augmenté de 43 minutes. À l'échelle nationale, le temps moyen d'intervention des ambulances pour les urgences de catégorie 1 les plus graves est passé à 8 minutes 7 secondes, soit 1 minute et 7 secondes de plus que le maximum recommandé.

Jason Oke, du département Nuffield des sciences de la santé des soins primaires de l'université d'Oxford, a indiqué qu'en mai, les présentations générales d'A&E et celles concernant les crises cardiaques avaient diminué de moitié. Les maladies cardiovasculaires tuent près de 170 000 personnes chaque année au Royaume-Uni. Avec une mortalité moyenne de 460 décès par jour, une baisse de 50 % des présentations, sur la période de près de trois mois du régime Lockdown, a et va considérablement augmenter la mortalité due aux maladies cardiovasculaires.

Des interventions chirurgicales et des tests de diagnostic cruciaux, pour toute une série d'autres affections graves, ont été retardés en grand nombre. Alors que la confédération NHS prévient que les listes d'attente dépasseront les 10 millions, les grands médias insistent sur le fait que vous pensez que cela est dû à un coronavirus.

Le mieux que vous puissiez dire sur cette affirmation est qu'elle est douteuse. Nous ne devons pas écarter la possibilité qu'elle soit intentionnellement trompeuse.

Avec une capacité plus que suffisante pour traiter à la fois les patients gravement malades non COVID 19 et COVID 19, il ne fait aucun doute que le régime de Lockdown a entraîné la mort inutile d'au moins 12 900 personnes. Malheureusement, une analyse plus approfondie des statistiques de COVID 19 suggère que le chiffre est beaucoup plus élevé.



L'échelle réelle de la mortalité de LOKIN 20.

Si le retard inutile et le refus de soins de santé étaient un syndrome identifiable, nous pourrions peut-être l'appeler LOKIN 20. Afin d'évaluer l'impact de LOKIN-20, nous devons tenir compte de la surmortalité que nous ne nous attendrions pas à observer autrement.

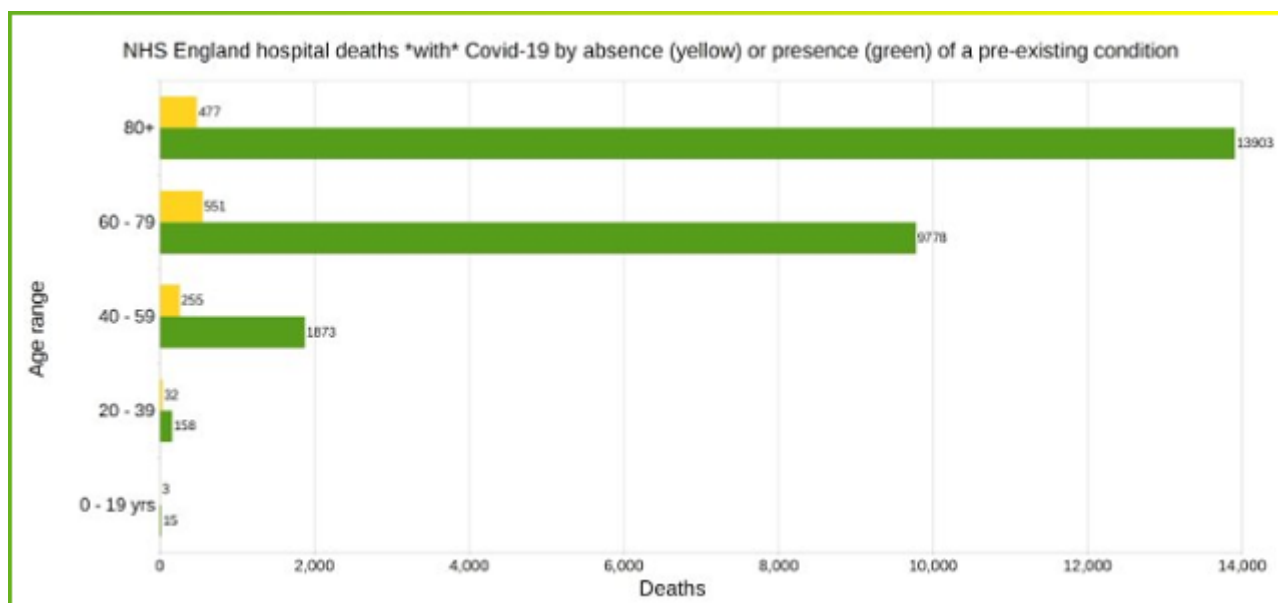
C'est cette surmortalité supplémentaire que les HSH signalent couramment dans leurs mises à jour quotidiennes sur les coronavirus. Ils l'attribuent systématiquement soit à COVID 19, soit au "dommage collatéral" de la crise du coronavirus. Le régime de Lockdown lui-même semble être largement à l'abri des critiques en ce qui concerne les médias grand public.

La BBC a publié les chiffres de la mortalité pour l'ensemble du Royaume-Uni en combinant les données de l'ONS, de l'Agence de statistiques et de recherche d'Irlande du Nord (NISRA) et du National Records Scotland (NRS). Le 9 mai 2020, la BBC a déclaré que ces décès excédentaires s'élevaient à 63 708.

Via l'ONS, cette mortalité rapportée comprenait les notifications de décès suspects COVID 19 de la Care Quality Commission (CQC). Un nombre inconnu de ces décès pourrait même ne pas enregistrer la COVID 19 sur la CQC.

La santé publique anglaise n'a pas enregistré de surmortalité statistiquement significative en Angleterre avant la semaine 13 (semaine se terminant le 1er avril). Par conséquent, les 63.708 décès excédentaires signalés se sont produits presque entièrement pendant la période du régime de Lockdown, jusqu'au 9 juin.

En utilisant les données de l'ONS pour l'Angleterre et le Pays de Galles, nous pouvons obtenir une estimation du pourcentage probable de décès qui étaient réellement attribuables à la COVID 19. Nous pouvons les appliquer aux statistiques révélées par la BBC et extrapoler les chiffres relatifs pour l'ensemble du Royaume-Uni.



A moins qu'un agent pathogène inconnu ne ravage la nation, il reste un excès de morts qui correspond précisément à la période du régime de Lockdown. Nous n'avons pas d'autre explication pour ces pertes de vies, mais toutes les pertes sont survenues pendant le Lockdown. Nous appellerons cela la mortalité LOKIN 20.

Avec 50.107 décès prétendument attribués à COVID 19, la BBC fait état de 13.601 décès LOKIN 20. Sur les 50.107 décès COVID 19, 9.510 ont été identifiés par les seuls symptômes. Comme indiqué précédemment, on ne sait pas exactement combien de ces décès peuvent être légitimement attribués à COVID 19.

Environ 95 % des personnes décédées dans le cadre de la COVID 19 présentent au moins une autre comorbidité grave. Bien que cela remette en question tous ces décès déclarés de COVID 19, où le diagnostic est posé par simple observation et où la pneumonie et la grippe sont également mentionnées sur le certificat de décès, il est impossible de déterminer objectivement que ces décès sont dus à COVID 19.

ONS data for COVID 19 attributed death that also mentioned both pneumonia and influemza	
Wk22/End 29 May	700 of 1822
Wk21/End 22 May	910 of 2872
Wk20/End 15 May	1382 of 3810
Wk19/End 8 May	1313 of 4426
Wk18/End 1 May	2089 of 6676
Wk17/End 24 April	2944 of 8237
Wk16/End 17 April	3220 of 8758
Wk15/End 10 April	2333 of 6213
Wk14/End 3 April	2367 of 3475
Total:	17258 of 46289
37.3% of COVID 19 deaths also mentioned both pneumonia and influemza	

Pour les semaines 14 à 22, l'ONS rapporte que 37,3 % de tous les décès COVID 19 mentionnent également la pneumonie et la grippe. Bien que nous ne connaissions pas la répartition de ces décès entre ceux identifiés par les résultats des tests et ceux identifiés simplement par les symptômes, nous pouvons raisonnablement affirmer qu'au moins 3 547 des 9 510 diagnostics de symptômes n'étaient pas concluants. Cela nous laisse avec un chiffre de mortalité potentielle de 17 148 pour le LOKIN 20.

La BBC déclare que 40 597 décès COVID 19 ont été confirmés suite à des résultats de tests positifs. Cette attribution pose un problème considérable. Un résultat de test positif pour le SRAS-CoV-2 n'indique pas nécessairement que le patient souffrait de COVID 19.

Une grande partie des personnes dont le test est positif pour le SRAS-CoV-2 sont asymptomatiques. Cela signifie qu'elles ont le virus mais pas le syndrome résultant de la COVID 19. Elles peuvent être pré-symptomatiques, développant la maladie plus tard, mais au moment du test elles ne l'ont pas.

Sans COVID 19, ils n'ont pas de maladie qui aura un impact sur leur santé. Ce n'est pas parce qu'une personne souffre d'une maladie cardiaque grave que le test COVID 19 aggrave son état, car il est positif pour le SRAS-CoV-2. Sans les symptômes, il est presque certain que ce n'est pas le cas.

Une étude menée en Chine sur des patients asymptomatiques atteints du SRAS-CoV-2 a révélé que la présence du virus à elle seule n'avait que peu ou pas d'impact sur leur état de santé. Près de 80 % des patients étudiés n'ont pas développé le COVID 19, bien que les scanners aient pu indiquer des signes de la maladie.

Le British Medical Journal rapporte que des chercheurs australiens ont effectué des tests approfondis sur tous les passagers d'un bateau de croisière mis en quarantaine. Les bateaux de croisière sont presque l'incubateur parfait pour une infection virale. L'étude de COVID 19 dans une population aussi isolée est particulièrement intéressante.

Environ 59 % des 217 passagers ont été testés positifs pour le CoV-2 du SRAS. Cela correspond aux estimations du conseiller scientifique principal du gouvernement britannique, Sir Patrick Vallance, qui a déclaré que l'immunité du troupeau contre le COVID 19 serait obtenue avec un taux d'infection de 60%. Là encore, 81 % des personnes infectées étaient asymptomatiques. Les taux asymptomatiques sur deux porte-avions mis en quarantaine, l'américain Theodore Roosevelt et le français Charles de Gaulle, étaient respectivement de 58 % et 48 %.

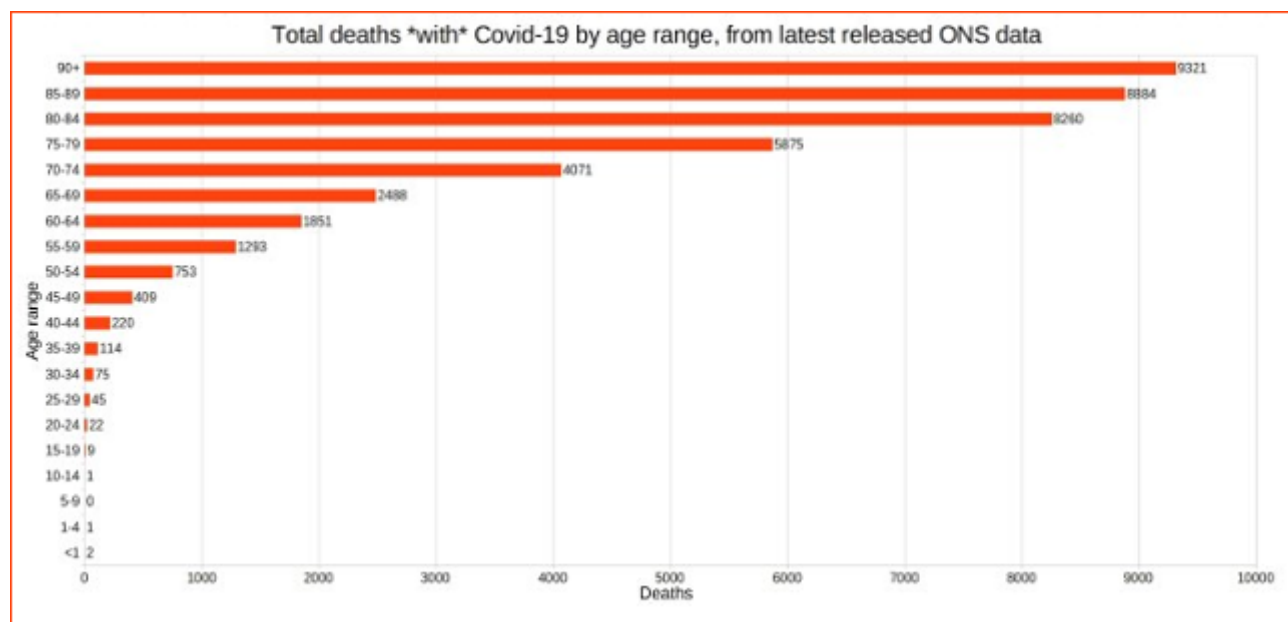
Un chiffre similaire de 78% d'infection asymptomatique a été trouvé dans une étude réalisée par des chercheurs chinois qui ont testé des arrivants étrangers dans leur pays. Ils ne présentaient aucun symptôme et il n'y avait donc aucune preuve qu'ils souffraient des effets néfastes de la COVID 19.

Une autre étude portant sur une communauté isolée d'environ 3000 personnes dans le village de Vo'Euganeo, dans le nord de l'Italie, a donné des résultats similaires. Sergio Romagnani, professeur d'immunologie clinique à l'Université de Florence, a déclaré qu'entre 50 et 75 % des cas de tests positifs étaient asymptomatiques.

Selon les études, ce taux asymptomatique varie entre 5 % et 80 %. Pour estimer l'impact probable du régime de verrouillage, nous utiliserons la médiane asymptomatique de 42,5 % des cas positifs.

Ce chiffre est inférieur à la plupart des estimations de l'étude, mais beaucoup d'entre elles sont basées sur des modèles de données. Nous nous en tiendrons à cette estimation prudente à la lumière des données empiriques mesurées dans les communautés isolées.

Cela signifie que 17.211 des 40.497 décès déclarés par COVID 19 identifiés par les résultats positifs du test SARS-CoV-2 sont peu susceptibles d'avoir eu COVID 19. Ajouté aux 17 148 décès potentiels LOKIN 20 déjà mentionnés, il semble que LOKIN 20 représente au moins 34 359 des 63 708 décès signalés par la BBC.



Apparemment, le régime de Lockdown a déjà entraîné la mort prématurée d'au moins 54% des personnes que l'État et les MSM déclarent avoir succombé aux effets directs ou indirects du coronavirus. Ce chiffre est légèrement supérieur à l'estimation de 50 % du professeur Karol Sikora.

Les critiques souligneront à juste titre que j'ai fait quelques hypothèses pour arriver à ce chiffre. Par exemple, nous ne savons pas combien de personnes diagnostiquées sur la base des seuls symptômes avaient en fait la COVID 19, ni combien de tests positifs pour le SRAS-CoV-2 étaient précis, ni combien de patients ont ensuite développé la COVID 19. En vérité, nous ne le saurons peut-être jamais.

Cependant, le régime de verrouillage de l'État britannique, bien qu'il prétende être dirigé par la science, est basé sur les modèles informatiques de l'Imperial College. Ceux-ci n'étaient pas seulement très spéculatifs, ils étaient aussi manifestement faux.

Le calcul présenté ici est basé sur les preuves scientifiques empiriques citées. Étant donné que l'Institut national italien de la santé (ISS) a constaté que seuls 12 % des décès revendiqués au titre de la COVID 19 pouvaient être clairement attribués à la maladie, j'ai péché par excès de prudence.

34 359 décès LOKIN 20 est une estimation prudente. Si nous nous basons sur les recherches italiennes, LOKIN 20 décès pourrait atteindre 56 000.



La pauvreté des enfants au Royaume-Uni sera causée par le régime de Lockdown

Malheureusement, il semble que l'État britannique ait l'intention de poursuivre son régime de verrouillage. Selon toute vraisemblance, cette politique a déjà entraîné la mort prématurée de plus de 34 000 Britanniques. Malheureusement, ce chiffre est appelé à augmenter.

Le NHS est déjà confronté à un arriéré stupéfiant de cas de maladies graves autres que le COVID 19. Il est difficile de voir comment on pourrait éviter une mortalité encore plus considérable. Pire encore, l'impact économique du régime de Lockdown est désastreux. Chaque jour qui passe, la situation se détériore.

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a chuté d'un cheveu en avril, soit de 20,4 %. Pour replacer les choses dans leur contexte, la plus forte baisse mensuelle du PIB après la crise financière de 2008 a été de 1 %. La baisse d'avril 2020 est plus de neuf fois supérieure au record de 2,2 % établi en juin 2002, avant le régime d'immobilisation. Alors que COVID 19 n'a pas d'impact statistiquement significatif sur la mortalité infantile, la pauvreté engendrée par le régime de Lockdown en aura certainement un.

Les propos de George Batchelor, co-fondateur d'Edge Health, qui fournit l'analyse des données au NHS, sont inquiétants. Prévoyant que les services de santé seront submergés par le retard accumulé et les autres impacts du régime de Lockdown, il a déclaré :

"Si l'on fait des projections, ces chiffres deviennent si importants qu'il est difficile de les relier à un niveau personnel".

Nous ne pouvons qu'espérer que les avertissements d'Edge Health sont trop pessimistes. Toutefois, il est clair que l'État et les médias grand public attribueront toute deuxième ou troisième vague de mortalité importante au coronavirus, soit directement, soit comme conséquence suggérée. Ce sera une tromperie. Le régime de verrouillage est la cause et les coûts de santé de LOKIN 20 en sont l'effet.

J'espère que ceux d'entre vous qui liront ceci, et qui trouveront la logique présentée raisonnable, rejetteront ces affirmations lorsqu'elles arriveront. Plus important encore, veuillez dire aux autres pourquoi.

Comment change le monde

Didier Mermin Paris, le 7 septembre 2020



La philosophie et sa vulgarisation ont toute leur place à côté des solutions techniques.

*« Il faudrait donc changer de civilisation. Ce ne sont pas des changements via des lois ou des technologies qui la rendront soutenable. Il faudrait opérer une véritable **révolution philosophique et anthropologique** dans les dix ans à venir... Tant qu'on ne s'attaque qu'aux symptômes, comme le climat, on va vers une série d'effondrements. »*

Qui donc parle ainsi ? Arthur Keller en personne dans une [interview d'Usbek & Rica](#) datée de septembre 2019. « *Dans les dix ans à venir* » n'est bien sûr qu'un rêve, mais à long terme tout est possible, et nous sommes persuadé que cette révolution viendra. Comme le soutiennent les optimistes, elle est en marche, mais de façon « *sournoise* ». Pour l'heure, on n'observe que les signes de sa progression dans un contexte socio-économique qui est encore celui de « *l'ancien monde* ». Voici quelques uns de ces signes, étant entendu que chacun et chacune aura pu en discerner bien d'autres :

- Le fait qu'il existe des philosophes et militants écologistes. Leur poids politique est encore faible, mais ils diffusent un certain souci à la fois de la nature, des animaux et de notre avenir.
- L'apparition de [l'antispécisme](#).
- L'apparition de nouvelles techniques agricoles, et l'existence de bon nombre d'initiatives locales qui visent à organiser la vie socio-économique sur de nouvelles bases. (Arthur Keller)
- La contestation populaire dont les Gilets Jaunes ont été un moment passager mais visible et fort. On peut lui adjoindre le mouvement antiraciste qui vient de s'emparer des États-Unis jusqu'à déborder en France.
- Greta Thunberg et une jeunesse contestatrice qui ont conscience des enjeux climatiques et environnementaux. Notons que [des adolescents viennent d'attaquer en justice 33 États](#), et que la vigueur de cette jeunesse se mesure aux ricanements qu'elle fait tomber sur elle.
- Les économistes hétérodoxes, ou hérétiques comme Frédéric Lordon, qui critiquent depuis longtemps le système actuel et proposent d'autres solutions.
- Des intellectuels militants et pragmatiques qui expliquent fort bien que « *l'on fonce dans le mur* » si l'on ne change pas fondamentalement la société.
- Un philosophe que nous venons de découvrir dans [Quartier Libre](#), Alain Deneault : il opère la synthèse de deux notions que l'histoire a séparées, l'économie et l'écologie. Selon lui, « *l'effondrement* » en cours est une évidence, la question ne se pose même pas.
- Les populations indigènes qui ont partout réussi à préserver un peu de leur culture ancestrale. Elles sont les premières à subir les dégâts écologiques et culturels, et témoignent aussi que l'on peut vivre autrement et selon d'autres principes.

De manière générale, la vie intellectuelle, (en France comme ailleurs sans doute), est très vivace et prépare « *le monde d'après* » que toute personne bien informée ne peut qu'appeler de ses vœux. Les écrivains ne sont pas en reste : des sites comme *Usbek & Rica* ne manquent jamais de signaler les fruits de leur débordante imagination. Il est enfin un autre signe qui ne trompe pas : les politiques semblent ignorer que le territoire est traversé d'un « *brassage culturel* » perceptible à travers les « *réseaux sociaux* », et s'éloignent de plus en plus de leurs bases populaires. (C'est manifeste en France, Emmanuel Todd parle d'« [autonomisation de l'État](#) ».) Ça bouge dans les têtes, les manifestations des petites mains de la crise sanitaire ont bien montré que les gens réclament surtout de meilleures conditions de vie et de travail, et que la société ne fonctionne pas à coups de grands projets mais grâce à la satisfaction quotidienne des besoins ordinaires.

Tout cela nous fait dire que « *l'action* » n'est pas vaine, que chaque initiative individuelle est un petit ruisseau qui rejoindra une grande rivière, mais aussi, malheureusement, que la résultante progresse à un train de sénateur. Citons Alain Deneault dans son interview à [Quartier Libre](#) (29'30) :

« *J'ai l'impression qu'il va y avoir une sorte de convergence entre deux phénomènes. Le premier, c'est que les Occidentaux, les modernes que nous sommes, ont tellement insisté sur la souveraineté de la raison, de la conscience, sur la volonté populaire, sur la volonté politique, qu'on a fini par penser que le monde était une sorte de pâte que l'on pouvait pétrir à notre guise, que c'était toujours de notre fait que l'histoire évoluait dans un sens ou dans l'autre. On a oublié que nous sommes d'un monde, on ne dispose pas du monde, et ce monde-là ne correspond pas à l'idée que tout est égal par ailleurs, cette idée d'une espèce de toile de fond où rien ne bouge. Ce monde-là est un acteur dans notre vie historique, ce monde-là c'est le vivant, c'est la planète elle-même qui évolue, qui parle, qui agit. Et je crois que les signes inquiétants, qui nous parviennent du vivant en général, sont de nature à nous faire évoluer du point de vue de la pensée. Ce n'est pas seulement en*

réformant sa pensée sur un mode strictement politique ou intellectuel qu'on va évoluer, c'est en voyant que le monde dans lequel on est change, et nous fait changer. Et plus il changera de manière probante, plus on sera capable d'intelligence dans la mesure d'interpréter ces changements-là. »

Il nous dit qu'il faut en quelque sorte « attendre » de voir le monde changer pour que l'on change vraiment. C'est pourquoi tant de discours qui en appellent au changement semblent **déphasés** : ils ont raison sur le principe, par exemple « *changer de modèle agricole* », mais tort en ce qui concerne les modalités, car ils laissent entendre que tout ne serait qu'une question de volonté politique ou individuelle. Ils oublient qu'un facteur psychologique, largement passé sous silence, contribue à « freiner » les changements salutaires parce qu'il manque partout : **la motivation**. Celle-ci est en effet strictement nécessaire pour faire agir un individu, mais elle dépend de tant d'autres facteurs qu'elle n'est pas contrôlable, c'est le hasard qui en décide. Elle dépend principalement des informations dont chacun peut disposer, lesquelles dépendent de « *l'état du monde* » que son environnement lui renvoie. Elle dépend aussi du caractère des personnes, de leur âge, leurs goûts, leur éducation, etc., toutes choses qui ne se contrôlent pas. Dans une [interview à Présages](#), Jean-Marc Jancovici en a fourni un bel exemple. Après avoir expliqué comment il avait découvert la cause climatique, on peut l'entendre dire (à 4'30) : « *Et après avoir bien compris le tour du problème, je me suis dit, ah ça c'est vraiment beaucoup plus intéressant que [inaudible] c'est ça que j'ai envie de faire quand je serai grand !* » Une telle déclaration, (dans son style si personnel), signifie simplement : pour ça je suis motivé. Donc seulement « pour ça ». Quand elle est présente, **la motivation est très sélective**, et cela autorise de la voir (aussi) comme un « frein » au niveau collectif. Si JM Jancovici a su faire venir l'information à lui, (ce qui n'est pas donné au premier venu), son cas particulier montre le cas général : l'information doit diffuser pour susciter des vocations, et cette diffusion est un processus lent parce qu'elle dépend des vocations antécédentes.

Donc le monde change, mais lentement et sans que l'on sache dire comment, on ne s'en rend compte qu'après coup grâce à la recherche historique. On peut faire le rapprochement avec l'histoire des « *zoos humains* » du XIX^{ème} siècle racontée dans un [documentaire récemment rediffusé sur Arte](#). Voici comment la chaîne le présente, (les chiffres soulignent l'ampleur du phénomène) :

« Ils se nomment Petite Capeline, Tambo, Moliko, Ota Benga, Marius Kaloïe et Jean Thiam. Fuégienne de Patagonie, Aborigène d'Australie, Kali'na de Guyane, Pygmée du Congo, Kanak de Nouvelle-Calédonie, ces six-là, comme 35 000 autres entre 1810 et 1940, ont été arrachés à leur terre lointaine pour répondre à la curiosité d'un public en mal d'exotisme, dans les grandes métropoles occidentales. Présentés comme des monstres de foire, voire comme des cannibales, exhibés dans de véritables zoos humains, ils ont été source de distraction pour plus d'un milliard et demi d'Européens et d'Américains, venus les découvrir en famille au cirque ou dans des villages indigènes reconstitués, lors des grandes expositions universelles et coloniales. »

Quel rapport avec notre sujet ? Tout simplement que ce monde-là n'est plus, le temps a fait son œuvre, (mais surtout les guerres d'indépendance), et personne ne peut plus exhiber des êtres humains de cette façon-là. Ce documentaire est passionnant parce qu'il montre tous les rouages, matérialistes et intellectuels¹, qui contribuaient à faire de ces exhibitions quelque chose de « normal », (ce à quoi on ne trouve rien à redire). Il y a donc eu un changement de *normes*, exactement ce qu'il nous faudrait pour accomplir la « révolution » dont on a besoin aujourd'hui. Dans son viseur, [notre fameux mode de vie](#) qui semble normal et légitime comme jadis « la supériorité de la race blanche ».

Comment y parvenir ? Arthur Keller l'explique très bien pour ce qui est à faire au niveau du terrain, (Cf. son [interview d'Usbek & Rica](#) et ses [nombreuses vidéos](#)), mais il faut que les écrivains, les philosophes et les juristes s'y collent aussi, car notre conception du « normal » dépend beaucoup de leurs œuvres. Doivent être remis en cause la supériorité de l'espèce humaine sur les autres, (antispécisme), et le droit que notre espèce s'est arrogé de « pétrir » le monde à sa guise, en se jouant des lois de la nature. Dénoncer par exemple les transports aériens ne suffit pas, il faut aussi s'interroger sur cette pratique que l'on pourrait considérer comme un « viol » de la nature, puisque celle-ci réserve ce pouvoir aux oiseaux. On y reviendra plus tard, disons simplement et

pour finir qu'il coulera beaucoup d'eau sous les ponts avant que les esprits ne changent à ce sujet, (et sur beaucoup d'autres).

NOTE :

1 Sur les rouages intellectuels des zoos humains : le documentaire insiste sur le rôle des scientifiques, mais l'on voit bien qu'ils ne devaient pas être les seuls à croire au mythe de « *la supériorité de la race blanche* ». Ils y croyaient (bêtement) comme tout le monde, sinon ils n'auraient jamais cherché à le vérifier.

Pour en savoir plus : consulter ce [post d'Arthur Keller sur FB](#) où il fournit moult liens.

Illustration : « [Overcome Climate Change with a Disaster Recovery Plan](#) » (D'après DeepL : Vaincre le changement climatique avec un plan de reprise après sinistre)

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Travaux bibliques

Par James Howard Kunstler – Le 24 août 2020 – Source [Clusterfuck-Nation](#)



Hurricane Katrina Superdome

Il semble que l'attention de la nation pour la Trump-O-Rama fête républicaine sera rudement éclipsée cette semaine par l'ouragan Laura, qui se dirige actuellement vers la Nouvelle-Orléans pour frapper directement la ville avant de prendre la direction du centre-sud des États-Unis, noyant les terres cultivées dans le Kentucky et l'Ohio. Les querelles internes du GOP devront passer en arrière plan des secours aux sinistrés. Ce pourrait être une bénédiction politique pour le président, à moins qu'il ne gâche l'événement comme George W. Bush – souvenez-vous de « *Brownie, vous faites un sacré boulot* », à propos de Michael Brown, alors directeur de la FEMA, qui a fait entrer des milliers de personnes dans le [Superdome NoLa](#), qui s'est rapidement transformé en un horrible spectacle d'incompétence administrative à la mode de [Sa Majesté des mouches](#).

Je sais : exactement ce dont l'Amérique a besoin, une autre catastrophe naturelle d'ampleur biblique, avec le Covid-19 qui semble fermenter dans les unités de climatisation de tout le Dixieland, et beaucoup d'été restant pour engendrer de nouveaux fléaux de maladies transmises par les moustiques à la suite de l'inondation de Laura. Et, bien sûr, la saison des ouragans ne fait que commencer. Telles sont les « *travaux* » de l'Amérique (ou approchant), alors que nous glissons vers quelque chose qui ressemble à un effondrement.

Le pays pourrait-il même supporter une autre convention politique de grande ampleur après l'extravagance nauséabonde des Démocrates la semaine dernière ? La nation est tellement marinée dans l'agitation, le désinvestissement et le mensonge que toute intelligence a été soutirée à la population, peut-être même la volonté de vivre. Une convention républicaine, accompagnée des habituels spectacles, pourrait épuiser les réserves d'oxycontin qui restent dans le pays, alors que des millions de chômeurs, qui se posent des questions sur les loyers en retard et les paiements de leur voiture non effectués, ont recours à la vodka, au Xanax, au sirop contre la toux et à la colle pour avion pour apaiser la douleur provoquée par les conneries politiques débridées. Comme pourrait le dire BLM : « *Vous savez ce que ça veut dire ?* »

En parlant de BLM, un dimanche, Jacob Blake, 29 ans, a apparemment été abattu d'une balle dans le dos par la police à Kenosha, Wisconsin, alors qu'il montait dans une voiture. L'incident a inspiré une nuit d'émeutes et de pillages à la BLM dans le centre de Kenosha, avec d'excellentes perspectives de voir la violence s'étendre à d'autres villes. M. Blake a été hospitalisé et survit, jusqu'à présent. Il ne respectait pas les instructions de la police lors de son arrestation. Il avait déjà été arrêté en 2015 et accusé d'avoir brandi une arme à feu dans un bar. Lors de son arrestation, une arme a été trouvée sur le plancher de sa voiture. Lors du dernier incident, la police de Kenosha répondait à une plainte pour violence domestique. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre M. Blake.

Toujours au cours du week-end, la police de Lafayette, en Louisiane, a abattu Trayford Pellerin, 31 ans, devant une épicerie où il entraînait en brandissant un couteau. Ils l'avaient suivi depuis une autre épicerie du voisinage où il avait « *créé du désordre avec un couteau* ». M. Pellerin a apparemment refusé de se conformer à l'ordre de la police de se mettre à terre. Ben Crump, un avocat des droits civils engagé pour représenter la famille Pellerin pendant l'enquête sur la fusillade, a déclaré : « *Sa famille pense qu'il souffrait d'une crise de maladie mentale et que ce dont il avait besoin était un coup de main. Mais ce qu'il a reçu, c'est ce qui ressemble à 11 balles* ». Sa mère a déclaré à l'*Associated Press* que M. Pellerin avait suivi une thérapie pour son anxiété sociale.

Que penser de tout cela ? Le dénominateur commun semble être que le non-respect des instructions de la police peut entraîner des blessures graves, voire la mort, surtout si vous portez une arme ou si vous avez un casier judiciaire impliquant une arme à feu. Mais peu importe ce raisonnement peu pratique. Deux martyrs tout frais sur scène assurent une nouvelle série de protestations, pour la plupart pacifiques. Le parti Démocrate ne manquera pas de souligner la tragique injustice de la violence policière à l'encontre des Noirs américains. Les émeutes et les pillages se poursuivront jusqu'à ce que la population non noire d'Amérique se reprenne en main et abolisse complètement la police. Ou, peut-être, décide-t-elle plutôt de ne plus se faire bousculer et vote contre les arnaqueurs utilisant l'argument racial.

Jusqu'à présent, le candidat Joe Biden n'a fait aucun commentaire sur ces incidents. Ni sur quoi que ce soit d'autre depuis sa performance épuisante de jeudi dernier. La situation de l'ouragan Laura et la Convention républicaine lui donneront un autre week-end pour se reposer au sous-sol. Vers la mi-septembre, les électeurs commenceront peut-être à se demander si les personnes qui s'occuperont de lui vont finir par le soumettre à une quelconque apparition publique ou à un examen minutieux des médias – qui, pour la plupart, fonctionneront de toute façon comme la prolongation de son bureau de presse de campagne, avec ou sans le candidat. En octobre, s'il est encore en vie, M. Biden pourrait sortir de son trou dans le sol comme son compatriote de Pennsylvanie, [Punxsutawney Phil](#). S'il voit son ombre, il reviendra au sous-sol jusqu'au 3 novembre, date à laquelle l'horrible affaire sera enfin terminée. Sinon, et très bientôt, le parti devra oindre un remplaçant.

Un reflet sombre d'une époque révolue

Tim Watkins 7 septembre 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Cette année, les protestations de la Rébellion de l'Extinction ont reçu un accueil très différent de celui des années précédentes. Au lieu de l'atmosphère de carnaval, avec des policiers vêtus de manches de chemise et de casquettes souples, les manifestants de cette année ont été accueillis par une forme plus traditionnelle de maintien de l'ordre qui les a rapidement mis en bouillie avant de les rassembler. Et cela ne s'est pas arrêté là. Après le blocage des imprimeries Murdoch par le groupe, les ministres du gouvernement et de l'opposition ont condamné le groupe comme étant les ennemis d'une presse libre. Et puis - afin de contourner la loi pour empêcher de nouvelles manifestations - le ministre de l'intérieur, Priti Patel, a qualifié le groupe de bande criminelle organisée.

Cette tournure des événements a sans doute surpris autant de personnes qui n'ont pas assisté aux manifestations de la Rébellion de l'Extinction que celles qui y ont assisté. La menace d'utilisation des pouvoirs soi-disant promulgués pour combattre Covid-19 afin d'interdire toute nouvelle manifestation pacifique porte l'autoritarisme à de nouveaux sommets. Après tout, avant que les députés ne prennent eux-mêmes leurs distances sociales en avril, ils avaient explicitement exclu la protestation politique de la liste des rassemblements pouvant être interdits.

Ce à quoi nous assistons n'est pourtant pas nouveau. C'est juste que vingt-deux ans de gouvernement néolibéral ont endormi tout le monde. Le règlement néolibéral qui a été mis en place par les gouvernements Blair impliquait un compromis dans lequel la gauche et la droite ont accepté la moitié de leurs objectifs déclarés. La droite politique a obtenu sa version de la politique économique de libre marché aux dépens de son conservatisme social. De l'autre côté, le New Labour a adopté l'économie de marché libre tout en étendant le libéralisme social. Dans le cadre de ce consensus, une pléthore de causes sociales libérales furent approuvées et - tant qu'elles restaient pacifiques - furent même encouragées par le gouvernement. Diverses causes LGBTQ, les droits des femmes, les questions relatives aux BAME et, oui, les préoccupations environnementales, ont toutes été traitées favorablement dans le cadre du nouveau consensus. Seule la politique de classe a été jugée hors de propos.

La version conservatrice affaiblie du néolibéralisme n'était pas prête à remettre en question l'avancée du social-libéralisme après leur retour au gouvernement - en coalition avec les libéraux-démocrates - en 2010. Les élections générales de 2015 ont été les premières depuis 23 ans à produire un gouvernement majoritaire conservateur. Un an plus tard, elles ont libéré Brexit, ce qui a poussé son architecte à démissionner et à passer la main à la malheureuse Theresa May. En un an, May a fait sauter la majorité conservatrice lors des élections générales de 2017, inutiles et effroyables. Les deux années et demie suivantes ont été tellement liées à Brexit que personne n'était sur le point de contester la myriade de protestations qui semblaient apparaître chaque week-end.

Le fait est que de nombreux manifestants d'aujourd'hui n'étaient même pas nés la dernière fois que nous avons été dirigés par un gouvernement conservateur à la majorité inattaquable. Seuls les plus de 50 ans auront été des adultes pendant les années Thatcher. Mais parmi ceux qui se souviennent de ces gouvernements, nombreux sont ceux qui se souviennent que la brutalité policière a été portée à un niveau entièrement nouveau. L'image emblématique de la police montée qui défonce sans discernement le crâne de mineurs non armés pendant l'été 1984 en est venue à représenter l'approche des conservateurs en matière de maintien de l'ordre :



Paul en avril 1980 - en grande partie à cause de l'utilisation brutale par Thatcher de ses lois - à la provocation policière des manifestants de la Poll Tax à Londres en mars 1990, les années Thatcher ont été marquées par une succession d'incidents violents qui ont dépassé de loin les normes acceptées dans les années d'après-guerre. L'image confortable du "bobby on the beat" de la banlieue a été remplacée par celle du paramilitaire armé d'un bouclier anti-émeute et d'un bâton.

Comparé au maintien de l'ordre conservateur des années 1980, la Rébellion de l'Extinction a été jusqu'à présent très peu efficace. La question est de savoir si elle se poursuit maintenant qu'elle a été reclassée dans le cadre des lois d'urgence interdisant les manifestations pendant la pandémie. Les médias qui s'opposent à la Rébellion d'Extinction ont présenté le groupe comme étant composé de libéraux métropolitains largement aisés - le genre de personnes qui ont voté pour rester dans l'UE en 2016, et qui ont voté pour Corbyn en 2017 et 2019 ; et donc une partie de la population que les Tories peuvent se permettre d'ignorer.

Nous ne devrions pas non plus tirer de réconfort du fait que le gouvernement de Johnson a fait échouer la crise de la pandémie. On oublie souvent aussi que le gouvernement de Thatcher de 1979 à 1983 a été extrêmement impopulaire. Au cours des premières années, ses politiques économiques ont entraîné la destruction de millions d'emplois et la disparition d'industries entières. Comme l'a rapporté William Borders du New York Times à l'époque :

"Le chômage s'élève à près de 9 % et augmente si implacablement que le Sunday Times a commencé à publier une liste hebdomadaire, intitulée "Jobless Britain", des usines qui ont fermé et du nombre d'emplois perdus dans chacune d'entre elles. Le nombre de chômeurs, qui dépasse aujourd'hui largement les deux millions, a augmenté de 900 000 en 1980.

"La production industrielle a diminué plus fortement qu'à aucun moment depuis des années, et le taux d'inflation est de 15 %. C'est moins que le pic atteint l'été dernier, mais toujours bien au-dessus des 10 % d'inflation lorsque Mme Thatcher est entrée en fonction il y a 21 mois...

"Même au sein de son propre parti, le Premier ministre est de plus en plus incité à relâcher un peu son programme d'austérité stricte et à augmenter - au lieu de réduire - les dépenses publiques, à intensifier l'aide aux industries en difficulté et à moins compter sur un monétarisme ferme comme arme ultime contre l'inflation.

"Au grand dam de Mme Thatcher, même l'ancien Premier ministre Edward Heath, également conservateur, a qualifié sa politique économique de "catastrophique"...

" [Les partisans de Thatcher] aiment à souligner le seul point lumineux de l'horizon économique : le flux de pétrole de la mer du Nord qui ne cesse de gonfler. Avec une production actuelle de 1,7 million de barils par jour, dépassant des géants tels que l'Indonésie et le Koweït, la Grande-Bretagne est devenue autosuffisante en pétrole, ce qui permet à ce pays d'économiser des milliards de dollars en factures d'importation...

"Mais même cette bonne nouvelle a un côté sombre. La production pétrolière a été un facteur majeur dans l'appréciation de la livre sterling, qui se négocie maintenant à un niveau 50 % supérieur à celui de 1976. Bien qu'elle soit bonne pour certains en Grande-Bretagne, la livre forte a eu un effet dévastateur sur les exportateurs, rendant leurs marchandises plus chères à l'étranger...

Sir Michael Edwardes, le président de BL Ltd, la société automobile qui s'appelait autrefois British Leyland, a exprimé un point de vue largement partagé par les industriels lorsqu'il a déclaré avec exaspération que si le gouvernement ne pouvait pas trouver un moyen d'empêcher le pétrole de nuire aux grandes entreprises, il devrait "laisser ce satané produit dans le sol".

Le mois d'octobre précédent avait vu d'éminents conservateurs et leurs partisans dans les médias faire pression sur Thatcher pour qu'il change de cap. Leurs efforts ont suscité la célèbre réaction :

"À ceux qui attendent avec impatience cette phrase d'accroche médiatique favorite, le virage en "U", je n'ai qu'une chose à dire. Vous tournez si vous le voulez. La dame n'est pas faite pour tourner".

Bien que l'élection de 1983 ait produit un manifeste travailliste qui est entré dans les livres d'histoire comme "la plus longue lettre de suicide de l'histoire", Thatcher était déjà en retard dans les sondages au printemps 1982. Ce qui l'a sauvée, c'est la combinaison de son succès improbable - ayant réduit la force navale britannique l'année précédente - dans la reprise des îles Malouines, et de l'un de ces moments de grandeur trop dangereux vécus par les soi-disant centristes britanniques. Le Parti social-démocrate (SDP) était semblable au groupe Change UK qui a scellé le sort des derniers britanniques en décembre dernier. Combinaison de la droite travailliste désenchantée et des conservateurs, le SDP a obtenu un soutien considérable de la part d'une population britannique qui en a assez des politiques économiques de Thatcher, mais qui n'est pas disposée à soutenir un parti travailliste de gauche mais divisé. Ignorant le biais structurel d'un système électoral majoritaire à un tour, le SDP s'est bercé d'illusions sur sa capacité à gagner. En fin de compte, bien qu'elle ait presque obtenu la même part des voix que le Parti travailliste (25,4 % contre 27,6 %), l'alliance SDP-Libéral n'a remporté que 23 sièges contre 209 pour le Parti travailliste. Mais comme en 2019, en divisant le vote anti-torontois, l'alliance SDP-Libéral a donné à Thatcher une majorité massive qu'elle a utilisée pour écraser impitoyablement l'opposition restante à sa révolution néolibérale.

Thatcher a ensuite remporté une autre victoire écrasante en 1987. Bien qu'à cette époque, les divisions internes sur l'Europe ainsi que la défaite sur la taxe électoral aient provoqué la démission de Thatcher en novembre 1990. Même à cette époque, les conservateurs de John Major remportent une autre majorité - beaucoup plus proche - en 1992. Il faudra encore cinq ans avant que Blair ne remporte sa première majorité écrasante, mettant finalement un terme à 18 ans de gouvernement conservateur en mai 1997.

Il faudra attendre de voir si Boris Johnson sera aussi durable. Une seconde guerre des Malouines est certainement hors de question maintenant que la force militaire de la Grande-Bretagne n'est plus que l'ombre de sa création en 1982. Avec deux porte-avions qui fuient, des destroyers qui ne peuvent pas fonctionner dans des températures tropicales et le Boaty McBoatface, tout ce qui reste à faire contre l'envahisseur étranger, la Grande-Bretagne ne gagnera plus de guerre. Une opposition divisée est une autre affaire. Avec Keir Starmer qui ramène rapidement les travaillistes vers la droite blairite discréditée, il est douteux que le parti travailliste puisse conserver le nombre important de membres qui l'ont rejoint pendant les années Miliband-Corbyn. Il est à noter que malgré la mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19 par le gouvernement Johnson, son parti est toujours en tête des sondages.

Pour les mouvements de protestation qui se sont habitués à l'atmosphère détendue et carnavalesque des manifestations sous des gouvernements néolibéraux relativement faibles, le traitement de la Rébellion d'Extinction devrait être un signal d'alarme. Avec une majorité de 80 voix et avec l'opposition du Parti travailliste qui ne pourra probablement pas former un gouvernement sans le soutien du Parti national écossais à l'avenir, la police sous Johnson peut se permettre de casser des têtes une fois de plus. Cela signifie que les opposants doivent réapprendre la leçon des années 1980, à savoir que pour gagner, il faut travailler dur pour construire et maintenir de grandes alliances populaires (si j'ose dire populistes) en faveur du changement.

Pourquoi je quitte Facebook

Antonio Maria Turiel Mardi 8 septembre 2020



Chers lecteurs :

Après dix ans de travail de proximité sur Facebook, j'ai décidé de fermer mon profil public sur ce réseau social. Facebook a été un outil très utile pour entrer en contact avec d'autres personnes, pour partager des contenus d'intérêt commun (y compris les articles de ce blog) et même pour recueillir des informations. Elle a été une étape utile, mais elle doit maintenant prendre fin.

Facebook est un réseau social qui appartient à une entreprise privée, qui vise bien sûr à tirer des bénéfices économiques de son activité. Cela signifie que le réseau a certains préjugés, dont certains que j'observe depuis un certain temps. Par exemple, elle ne vous informe pas toujours des choses qui vous intéressent le plus, mais plutôt de celles qui intéressent Facebook selon ses propres algorithmes (qui combinent les informations de votre profil avec des éléments de son propre intérêt commercial - la publicité, plus que toute autre chose). Il convient également de noter la limite de 5 000 contacts pour les profils gratuits (ceux que la plupart d'entre nous ont), ce qui signifie qu'à mesure que vous vous rapprochez de cette limite, certaines personnes qui vous ont inscrit comme "ami" cesseront tranquillement et automatiquement d'être vos amis, surtout si Facebook remarque que vous n'interagissez pas souvent. D'autre part, on sait que Facebook génère un certain effet de bocal à poissons : on a l'impression de toucher des personnes nombreuses et très diverses alors qu'en réalité on évolue dans des cercles très restreints et idéologiquement alignés.

Tous ces problèmes et limites sont connus depuis longtemps, et malgré cela, en évaluant les avantages et les inconvénients, j'ai décidé, comme beaucoup d'autres, qu'il valait la peine de suivre sur Facebook.

Mais plus maintenant.

La goutte qui a fait déborder le vase est la censure implacable que Facebook a appliquée au blog de Ferran Puig Vilar "Usted no se lo cree". Aujourd'hui, depuis exactement un mois, Facebook bloque toute tentative de lien vers un article de ce blog. Il se trouve que "Usted no se lo cree" est l'un des meilleurs sites web sur le changement climatique en espagnol, avec un niveau de documentation et de rigueur scientifique que beaucoup aimeraient voir. En 2010, ce blog a reçu le prix de la communication dans sa catégorie de la Fondation pour la biodiversité, qui a été remis à Puig Vilar lui-même par l'actuelle ministre de la Transition écologique et vice-présidente du gouvernement, Teresa Ribera. Quant à son auteur, Ferran Puig Vilar, ingénieur de formation et ancien président de l'Association de la presse professionnelle, est un exemple de ténacité, de décorum et de propreté informative à un niveau que, une fois de plus, beaucoup aimeraient atteindre.

Au cours de ce mois, de nombreuses personnes se sont intéressées à essayer de comprendre les raisons pour lesquelles Facebook bloque complètement ce blog. De nombreuses plaintes ont été adressées à Facebook (j'en ai même écrit une moi-même), demandant les raisons de la censure, et nous n'avons jamais reçu de réponse. De plus, pour ajouter l'insulte à l'injure, lorsque quelqu'un tente de créer un lien vers le site en question depuis

Facebook, un message vous avertit que ce n'est pas possible parce que cette page "ne répond pas aux normes de la communauté", bien qu'à d'autres occasions, il prétende qu'elle "diffuse de fausses informations" ou "est du spam". Tout utilisateur de Facebook en dehors du contexte de cette censure trouvera la page de Ferran quelque peu douteuse, illicite. Facebook, sans le dire explicitement, sans jamais avoir clarifié pourquoi il bloque "You don't believe it", implique qu'il y a quelque chose de sombre et d'inapproprié sur cette page. Le préjudice est donc double, car non seulement Ferran n'est pas autorisé à continuer de diffuser des informations sur le changement climatique sur Facebook, mais il est également présenté comme un fraudeur. C'est la calomnie parfaite, car elle n'est pas explicitement formulée, mais elle parvient à créer le doute.

Pour ajouter une note inquiétante, ces dernières semaines, certains problèmes ont été observés à chaque fois que ce sujet a été abordé, la publication des commentaires ralentissant et, dans certains cas, disparaissant (plusieurs ont disparu).

Depuis quelque temps déjà, Facebook fait preuve d'une certaine et dangereuse dérive, d'une attitude de soumission aux intérêts économiques de tiers. Il ne s'agit plus de rentabiliser les profils ou de biaiser les contenus pour insuffler de la publicité, mais de bannir certains contenus et d'en privilégier d'autres, avec des objectifs incontournables. Que Facebook ose mettre son veto à une page sur un sujet aussi sensible que le changement climatique ne fait que mettre en évidence les voies empruntées par le réseau social.

Je ne sais pas quelles sont les raisons profondes. Je ne sais pas s'il s'agit d'une dépendance excessive aux algorithmes automatiques et d'un mépris général des utilisateurs (qui fait que les demandes de réparation sont ignorées). Je ne sais pas si cette censure n'est qu'un symptôme de plus de la dérive de notre société, alors que la crise existentielle à laquelle nous sommes confrontés s'installe. Je ne sais pas, et la vérité est que je m'en fiche. J'en ai assez de tout cela et je n'en veux plus, merci.

Il est temps de sortir de cet environnement vicieux.

Je quitte Facebook pour la dignité, car je ne peux pas tolérer que cela arrive à Ferran, un bon ami, et que je ne fasse rien.

Je quitte Facebook aussi, tant qu'il me reste un peu de dignité, parce que je ne veux pas que la célèbre phrase de Martin Niemöller s'applique à moi ; et avant qu'ils ne s'en prennent à moi (ce qu'ils finiront par faire : la vérité ne génère pas de business), je préfère partir de moi-même.

Je suis conscient que cela arrivera peut-être un jour avec blogger, la plateforme qui héberge ce blog. Ce jour-là aussi, je vais ramasser les affaires et aller chercher d'autres vents, respirer de l'air frais.

Pour l'instant, ceux qui sont intéressés peuvent rejoindre The Oil Crash Telegram Channel, ou le forum associé. La page Facebook sur les accidents pétroliers restera également active (jusqu'à ce qu'elle soit censurée), bien qu'elle ne soit plus gérée par moi, mais par d'autres personnes à qui je l'ai confiée.

Et c'est tout.

À minuit ce soir, le 8 septembre 2020, je supprimerai mon profil public de Facebook, et j'entamerai une nouvelle phase de mon activité de sensibilisation.

Salu2.

Changement climatique : les propres recherches d'Exxon ont confirmé le rôle des combustibles dès 1977

Source : [Inside Climate News](#) 3.septembre.2020 // [Les Crises.fr/](#)

Les propres recherches d'Exxon ont confirmé le rôle des combustibles fossiles dans le réchauffement climatique il y a plusieurs décennies. Les cadres dirigeants ont été avertis d'une possible catastrophe due à l'effet de serre, puis ont mené des efforts pour bloquer les solutions.



Richard Werthamer (à droite) et Edward Garvey (à gauche) d'Exxon sont à bord du pétrolier Esso Atlantic de la société et travaillent sur un projet visant à mesurer les niveaux de dioxyde de carbone dans l'océan et l'atmosphère. Le projet s'est déroulé de 1979 à 1982. (Crédit : Richard Werthamer)

Lors d'une réunion au siège d'Exxon Corporation, un scientifique de haut niveau de la société, James F. Black, s'est adressé à un public de puissants pétroliers. S'exprimant sans aucun texte tout en faisant défiler des diapositives détaillées, Black a délivré un message qui donne à réfléchir : le dioxyde de carbone provenant de l'utilisation mondiale des combustibles fossiles réchaufferait la planète et pourrait éventuellement mettre l'humanité en danger.

« En premier lieu, il y a un accord scientifique général sur le fait que la manière la plus probable dont l'humanité influence le climat mondial est le rejet de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles », a déclaré [Black](#) au comité de direction d'Exxon, selon une version écrite qu'il a enregistrée plus tard.

C'est en juillet 1977 que les dirigeants d'Exxon ont reçu cette évaluation brutale, bien avant que la plus grande partie du monde n'ait entendu parler de la crise climatique imminente.

Un an plus tard, Black, un expert technique de haut rang de la division Recherche et ingénierie d'Exxon, a présenté une version actualisée de son exposé à un public plus large. Il a averti les scientifiques et les dirigeants d'Exxon que des chercheurs indépendants avaient estimé qu'un doublement de la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère augmenterait les températures moyennes mondiales de 2 à 3 degrés Celsius (4 à 5 degrés Fahrenheit), et jusqu'à 10 degrés Celsius (18 degrés Fahrenheit) aux pôles. Les pluies pourraient s'intensifier dans certaines régions, et d'autres endroits pourraient se transformer en désert.

« Certains pays en bénéficieraient, mais d'autres verraient leur production agricole réduite ou détruite », a déclaré Black dans le résumé écrit de son intervention de 1978.

Ses présentations ont reflété l'incertitude qui règne dans les cercles scientifiques quant aux détails du [changement climatique](#), comme le rôle des océans dans l'absorption des émissions. Néanmoins, Black a estimé qu'une action rapide était nécessaire. « La pensée actuelle », écrit-il dans le résumé de 1978, « est que l'homme dispose d'une fenêtre temporelle de cinq à dix ans avant que la nécessité de prendre des décisions difficiles concernant les changements de stratégies énergétiques ne devienne critique ».

Exxon a réagi rapidement. En quelques mois, la société a lancé sa propre recherche exceptionnelle sur le dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles et son impact sur la terre. Le programme ambitieux d'Exxon comprenait à la fois un échantillonnage empirique du CO₂ et une modélisation rigoureuse du climat. Il a permis de constituer un groupe d'experts qui allait passer plus de dix ans à approfondir la compréhension de la société sur un problème environnemental qui constituait une menace existentielle pour l'industrie pétrolière.

Puis, vers la fin des années 1980, Exxon a réduit ses recherches sur le dioxyde de carbone. Dans les décennies qui ont suivi, Exxon a plutôt travaillé sur le front du [dénî climatique](#). Elle a mis ses muscles au service des efforts visant à semer le doute sur la réalité du réchauffement climatique que ses propres scientifiques avaient autrefois confirmé. Elle a fait pression pour bloquer l'action fédérale et internationale visant à contrôler les émissions de gaz à effet de serre. Elle a contribué à ériger un vaste édifice de désinformation qui subsiste encore aujourd'hui.

Ce chapitre inédit de l'histoire d'Exxon, où l'une des plus grandes entreprises énergétiques mondiales s'est efforcée de comprendre les dégâts causés par les combustibles fossiles, est le fruit d'une enquête de huit mois menée par InsideClimate News. Les reporters d'ICN ont interviewé d'anciens employés d'Exxon, des scientifiques et des fonctionnaires fédéraux, et ont consulté des centaines de pages de documents internes d'Exxon, dont beaucoup ont été rédigés entre 1977 et 1986, à l'apogée du programme de recherche climatique novateur d'Exxon. ICN a passé au peigne fin des milliers de documents provenant d'archives, notamment celles de l'Université du Texas-Austin, du Massachusetts Institute of Technology et de l'American Association for the Advancement of Science.

Ces documents consignent les demandes de budget, les priorités de recherche et les débats sur les résultats, et révèlent la tendance des attitudes internes et des travaux d'Exxon sur le climat, ainsi que l'attention portée aux résultats.



Un projet particulièrement important a été lancé en août 1979, lorsque la société a équipé un superpétrolier d'instruments faits sur mesure. La mission du projet était d'échantillonner le dioxyde de carbone dans l'air et dans l'océan sur un parcours allant du golfe du Mexique au golfe Persique.

En 1980, Exxon a réuni une équipe de modélisateurs du climat qui ont étudié les questions fondamentales sur la sensibilité du climat à l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'air. En collaboration avec des scientifiques universitaires et le ministère américain de l'énergie, Exxon s'est efforcé d'être à la pointe de l'enquête sur ce que l'on appelait alors l'effet de serre.

La détermination précoce d'Exxon à comprendre l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone est née d'une culture d'entreprise prévoyante, ont déclaré d'anciens employés. Ils ont décrit une entreprise qui examinait en permanence les risques pesant sur ses résultats financiers, y compris les facteurs environnementaux. Dans les années 1970, Exxon a conçu sa division de recherche sur le modèle des Bell Labs, en la dotant de scientifiques et d'ingénieurs très compétents.

Dans des déclarations rédigées en réponse à des questions sur l'histoire de ses recherches, le porte-parole d'ExxonMobil, Richard D. Keil, a déclaré que « depuis que le changement climatique est devenu un sujet d'étude et d'analyse scientifique à la fin des années 1970, la société ExxonMobil s'est engagée dans une analyse scientifique fondée sur les analyses des faits de cette importante question ».

« À tout moment, les opinions et les conclusions de nos scientifiques et chercheurs sur ce sujet ont été solidement ancrées dans le consensus scientifique de l'époque et notre travail a été guidé par un principe fondamental qui consiste à suivre la voie de la science », a-t-il déclaré. « Le risque de changement climatique est réel et justifie une action ».

Au début de ses investigations sur le climat, il y a près de quatre décennies, de nombreux cadres, cadres intermédiaires et scientifiques d'Exxon se sont armés d'un sentiment d'urgence et d'une mission.

L'un des directeurs d'Exxon Research, [Harold N. Weinberg](#), a partagé ses « pensées grandioses » sur le rôle potentiel d'Exxon dans la recherche sur le climat dans un mémorandum interne de l'entreprise de mars 1978 qui disait « C'est peut-être le genre d'opportunité que nous recherchons pour que les ressources d'Exxon en matière de technologie, de gestion et de leadership soient mises au service d'un projet visant à profiter à l'humanité ».

Ce sentiment a été repris par [Henry Shaw](#), le scientifique qui dirigeait les efforts naissants de la société en matière de recherche sur le dioxyde de carbone.

« Exxon doit développer une équipe scientifique crédible qui puisse évaluer de manière critique les informations générées sur le sujet et être capable de transmettre les mauvaises nouvelles, si elles existent, à la société », écrivait Shaw à son patron [Edward E. David](#), le président d'Exxon Research and Engineering en 1978. « Cette équipe doit être reconnue pour son excellence par la communauté scientifique, le gouvernement et, en interne, par la direction d'Exxon ».



Irréversible et catastrophique

Exxon a budgété plus d'un million de dollars sur trois ans pour le projet du pétrolier afin de mesurer la vitesse à laquelle les océans absorbent le CO₂. Il s'agissait d'une petite fraction du budget annuel de 300 millions de dollars d'Exxon Research, mais la question à laquelle les scientifiques se sont attaqués était l'une des plus grandes incertitudes de la science climatique : à quelle vitesse les océans profonds pouvaient-ils absorber le CO₂ atmosphérique ? Si Exxon pouvait déterminer la réponse, elle saurait combien de temps il lui restait avant que l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère ne force à une transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Exxon a également engagé des scientifiques et des mathématiciens pour développer de meilleurs modèles climatiques et publier les résultats de ses recherches dans des revues à comité de lecture. En 1982, les propres scientifiques de la société, en collaboration avec des chercheurs extérieurs, ont créé des modèles climatiques rigoureux – des programmes informatiques qui simulent le fonctionnement du climat pour évaluer l'impact des émissions sur les températures mondiales. Ils ont ainsi confirmé un consensus scientifique naissant selon lequel le réchauffement pourrait être encore pire que ce dont Black avait averti cinq ans plus tôt.



Entre 1979 et 1982, les chercheurs d'Exxon ont prélevé des échantillons de dioxyde de carbone à bord du pétrolier Esso Atlantic de la compagnie (voir ici).

Les recherches d'Exxon ont jeté les bases d'un document d'information sur le dioxyde de carbone et le changement climatique préparé en 1982 par son bureau des affaires environnementales. Portant la mention « ne pas diffuser à l'extérieur », il contenait des informations qui « ont été largement diffusées auprès de la direction d'Exxon ». Dans ce document, la société reconnaissait, malgré les nombreuses inconnues qui subsistaient, que

la lutte contre le réchauffement climatique « nécessiterait une réduction importante de la combustion des combustibles fossiles ».

A moins que cela ne se produise, « il y a des événements potentiellement catastrophiques qui doivent être pris en compte », a déclaré l'entreprise, citant des experts indépendants. « Une fois que les effets seront mesurables, ils pourraient ne pas être réversibles. »

La certitude de l'incertitude

Comme d'autres membres de la communauté scientifique, les chercheurs d'Exxon ont reconnu les incertitudes entourant de nombreux aspects de la science du climat, en particulier dans le domaine des modélisations climatologiques. Mais ils ont considéré ces incertitudes comme des questions qu'ils voulaient aborder, et non comme une excuse pour rejeter ce qui était de plus en plus compris.

« Les modélisations sont controversées », ont écrit [Roger Cohen](#), responsable des sciences théoriques chez Exxon Corporate Research Laboratories, et son collègue, Richard Werthamer, conseiller technologique principal chez Exxon Corporation, dans un rapport de mai 1980 sur l'état d'avancement du programme de modélisation climatique d'Exxon. « Il y a donc des possibilités de recherche pour nous ».

Lorsque les chercheurs d'Exxon ont confirmé des informations que la société pourrait trouver inquiétantes, ils ne les ont pas dissimulées sous le tapis.

« Au cours des dernières années, un consensus scientifique clair s'est dégagé », a écrit Cohen en septembre 1982, en rendant compte de la propre analyse d'Exxon sur les modèles climatiques. C'était qu'un doublement de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère produirait un réchauffement global moyen de 3 degrés Celsius, plus ou moins 1,5 degré C (soit 5 degrés Fahrenheit plus ou moins 1,7 degré F).

« La communauté scientifique s'accorde unanimement à dire qu'une augmentation de la température de cette ampleur entraînerait des changements importants dans le climat de la terre », a-t-il écrit, « y compris la répartition des précipitations et les modifications de la biosphère ».

Il a averti que la publication des conclusions de la société pourrait éveiller l'attention des médias en raison du « lien entre la principale activité d'Exxon et le rôle de la combustion de combustibles fossiles dans l'augmentation du CO₂ atmosphérique. »

Néanmoins, il a recommandé qu'il soit publié.

Notre « responsabilité éthique est de permettre la publication de nos recherches dans la littérature scientifique », a écrit Cohen. « En effet, agir autrement serait une violation de la position publique et du credo éthique d'Exxon sur l'honnêteté et l'intégrité ».

Exxon a suivi son conseil. Entre 1983 et 1984, ses chercheurs ont publié leurs résultats dans au moins trois articles évalués par des pairs dans le *Journal of the Atmospheric Sciences* et une publication de l'American Geophysical Union.



David, le directeur d'Exxon Research, [a déclaré lors d'une conférence sur le réchauffement climatique](#) financée par Exxon en octobre 1982 que « peu de gens doutent que le monde soit entré dans une transition énergétique qui le fera passer de la dépendance aux combustibles fossiles à un mélange de ressources renouvelables qui ne posera pas de problèmes d'accumulation de CO₂ ». La seule question, disait-il, était de savoir à quelle vitesse cela se produirait.

Mais le défi ne l'a pas découragé. « Je suis généralement optimiste quant aux chances de réussir la plus aventureuse de toutes les expériences humaines sur l'écosystème », a déclaré David.

Exxon se considérait comme unique parmi les entreprises pour ses recherches sur le dioxyde de carbone et le climat. Dans un rapport de janvier 1981, « Scoping Study on CO₂ », la société se vantait qu'aucune autre société ne semblait mener des recherches internes similaires sur le dioxyde de carbone, et elle s'est rapidement fait une réputation de véritable expert auprès des observateurs extérieurs.

« Nous sommes très satisfaits des intentions d'Exxon en matière de recherche sur la question du CO₂. Cela représente une action très responsable, qui, nous l'espérons, servira de modèle pour les contributions à la recherche du secteur des entreprises », a déclaré David Slade, directeur du programme de recherche sur le dioxyde de carbone du gouvernement fédéral au ministère de l'énergie, dans une lettre adressée à Shaw en mai 1979. « Il s'agit véritablement d'un service national et international ».

Les impératifs des milieux d'affaires

Au début des années 1980, les chercheurs d'Exxon répétaient souvent que la science impartiale lui donnerait une légitimité pour aider à façonner les lois liées au climat qui affecteraient sa rentabilité.

Néanmoins, les cadres de l'entreprise sont restés prudents quant à ce qu'ils ont dit aux actionnaires d'Exxon sur le réchauffement climatique et le rôle qu'a joué le pétrole pour le générer, comme le montre un examen des documents fédéraux. La société n'a pas précisé le problème du carbone dans les rapports annuels déposés auprès des autorités de régulation des marchés financiers au plus fort de ses recherches sur le CO₂.

Elle n'a pas non plus mentionné dans ces documents que les inquiétudes concernant le CO₂ commençaient à influencer les décisions commerciales auxquelles elle était confrontée.

Tout au long des années 1980, la société avait des inquiétudes quant au développement d'un énorme gisement de gaz au large des côtes indonésiennes, en raison de la grande quantité de CO₂ que ce réservoir inhabituel allait libérer.

Exxon s'inquiétait également des rapports selon lesquels le pétrole synthétique fabriqué à partir de charbon, de [sables bitumineux](#) et de schistes bitumineux pourrait augmenter considérablement les émissions de CO₂. La société comptait sur les combustibles synthétiques pour répondre à la demande croissante d'énergie dans le futur, dans un monde qu'elle croyait à court de pétrole conventionnel.

Au milieu des années 1980, après qu'une surabondance inattendue de pétrole eut provoqué l'effondrement des prix, Exxon a profondément réduit son personnel pour économiser de l'argent, dont beaucoup travaillaient sur le climat. Mais le problème du changement climatique demeurait, et il prenait de plus en plus d'importance dans le paysage politique.

« Le réchauffement climatique a commencé, déclare un expert au Sénat », titrait un article du *New York Times* de juin 1988 décrivant le témoignage au Congrès de James Hansen, un éminent spécialiste du climat de la NASA. Les déclarations de Hansen ont contraint le sénateur Tim Wirth (Démocrate – Colorado) à déclarer lors de l'audition que « le Congrès doit commencer à examiner comment nous allons ralentir ou arrêter cette tendance au réchauffement ».

Avec la sonnette d'alarme qui a retenti soudainement, Exxon a commencé à financer des efforts pour amplifier les doutes sur l'état de la science du climat.

Exxon a contribué à la création et à la direction de la Global Climate Coalition, une alliance de certaines des plus grandes entreprises mondiales qui cherchent à stopper les efforts des gouvernements pour réduire les émissions de combustibles fossiles. Exxon a utilisé l'American Petroleum Institute, des groupes de réflexion de droite, des contributions aux campagnes et son propre lobbying pour faire valoir que la science du climat était trop incertaine pour nécessiter des réductions des émissions de combustibles fossiles.

Alors que la communauté internationale s'apprêtait en 1997 à faire un premier pas vers la réduction des émissions avec le protocole de Kyoto, le PDG d'Exxon, [Lee Raymond](#), a fait valoir qu'il fallait y mettre un terme.

« Convenons qu'il y a beaucoup de choses que nous ne savons pas vraiment sur la façon dont le climat va changer au 21^e siècle et au-delà », a déclaré M. Raymond dans son discours devant le Congrès mondial du pétrole à Pékin en octobre 1997.

« Nous devons mieux comprendre le problème et, heureusement, nous avons le temps », a-t-il déclaré. « Il est très peu probable que la température au milieu du siècle prochain soit affectée de manière significative, que les politiques soient adoptées maintenant ou dans 20 ans ».

Au fil des ans, plusieurs scientifiques d'Exxon qui avaient confirmé le diagnostic climatique lors de ses premières recherches, dont Cohen et David, ont pris le parti de Raymond, publiant des avis contraires au courant scientifique dominant.

En payer le prix

La volte-face d'Exxon sur le changement climatique a mérité le mépris de l'establishment scientifique qu'elle avait autrefois courtisé.

En 2006, la Royal Society, l'académie des sciences du Royaume-Uni, a envoyé une lettre sévère à Exxon l'accusant d'être « inexacte et trompeuse » sur la question de l'incertitude climatique. Bob Ward, le responsable de la communication politique de l'académie, a demandé à Exxon de cesser de donner de l'argent à des dizaines d'organisations qui, selon lui, faussaient activement les données scientifiques.

En 2008, sous la pression croissante d'actionnaires engagés, la société a annoncé qu'elle cesserait de soutenir certains groupes importants tels que ceux que M. Ward avait identifiés.

Pourtant, les millions de dollars qu'Exxon avait dépensés depuis les années 1990 pour les négationnistes du changement climatique avaient depuis longtemps dépassé ce qu'elle avait investi dans sa science climatique révolutionnaire à bord de l'Esso Atlantic.

« Ils ont dépensé tellement d'argent et ils étaient la seule entreprise qui faisait ce genre de recherches à ma connaissance », a déclaré [Edward Garvey](#), qui était un chercheur proéminent sur le projet de pétrolier d'Exxon, dans une récente interview avec InsideClimate News et Frontline. « C'était l'occasion non seulement d'obtenir une place à la table, mais aussi de mener, à bien des égards, une partie de la discussion. Et le fait qu'ils aient choisi de ne pas le faire à l'avenir est un point regrettable ».

Michael Mann, directeur du Centre des sciences du système terrestre à l'Université d'État de Pennsylvanie, qui a été une cible fréquente des négationnistes du climat, a déclaré que l'inaction, tout comme les actions, ont des conséquences. Lorsqu'il a récemment parlé à InsideClimate News, il n'était pas au courant de ce chapitre de l'histoire d'Exxon.

« Tout ce qu'il aurait fallu, c'est qu'un éminent PDG de l'industrie des combustibles fossiles sache qu'il ne s'agissait pas seulement de profits pour les actionnaires et d'une question sur notre héritage », a-t-il déclaré. Mais maintenant, à cause du coût de l'inaction – ce que j'appelle la « sanction de la procrastination » – nous sommes confrontés à une bataille bien plus difficile ».

Cliquez ici pour la [partie II](#), un compte-rendu des premières recherches d'Exxon sur le climat ; la [partie III](#), un examen des efforts de modélisation climatique d'Exxon ; la [partie IV](#), une plongée dans le projet de champ gazier Natuna d'Exxon ; la [partie V](#), un regard sur la poussée d'Exxon vers les combustibles de synthèse ; la [partie VI](#), un compte-rendu de l'accent mis par Exxon sur l'incertitude de la science du climat.

Source : [Inside Climate News](#)

Montée des océans : l'Asie et le Moyen-Orient sont bien plus menacés que nous le pensions

Source : [RollingStone](#) 6.septembre.2020 // [Les Crises.fr/](#)



Une étude sur la montée du niveau des océans révèle que certaines parties de l'Asie et du Moyen-Orient sont bien plus menacées que nous le pensions.

De temps en temps, les climatologues publient une nouvelle étude qui précise à quel point la crise climatique est grave pour des millions de personnes dans le monde. L'un de ces articles a été publié dans *Nature Communications* par des scientifiques de Climate Central. L'article corrige ce qui était avant tout une erreur dans les données des calculs précédents quant au nombre de personnes qui sont exposées au risque d'une montée des eaux.

Selon cette analyse, environ trois fois plus de personnes risquent d'être submergées par la montée des eaux que ce qui avait été rapporté précédemment – 150 millions de personnes vivent maintenant sur des terres qui se retrouveront en dessous des zones de pleine mer d'ici 2050. Et c'est un scénario optimiste, où le réchauffement est contenu à 2°C et où les calottes glaciaires ne s'effondrent pas dans un avenir proche. Dans un scénario plus pessimiste, les chiffres doublent pour atteindre 300 millions de personnes submergées d'ici 2050. Cela équivaut à peu près à toute la population des États-Unis submergée au cours des trois prochaines décennies.

L'étude révèle qu'environ 70 % des personnes actuellement à risque se trouvent dans huit pays asiatiques : Chine, Bangladesh, Inde, Vietnam, Indonésie, Thaïlande, Philippines et Japon. Dès 2050, la majeure partie du Sud Vietnam pourrait disparaître à marée haute, ce qui mettrait 20 millions de personnes sous l'eau. En Thaïlande, 10 % de la population vit sur des terres qui seront inondées, contre 1 % actuellement. Une grande partie de Bangkok et de Mumbai [anciennement Bombay, NdT], deux centres financiers d'Asie qui abritent des dizaines de millions de personnes, risque d'être inondée dans les décennies à venir.

Pourquoi cette importante réévaluation de notre perception du risque d'élévation du niveau de la mer ?

Jusqu'à présent, le calcul du risque d'élévation du niveau de la mer dépendait largement de deux variables : premièrement, la vitesse à laquelle les émissions de carbone continueront d'augmenter, ce qui affecte la vitesse à laquelle le climat continue de se réchauffer ; deuxièmement, la réactivité des glaciers à cette augmentation, particulièrement dans la région occidentale de l'Antarctique qui représente la variable des projections futures en ce qui concerne la montée des océans (il en est beaucoup plus question dans [The Big Melt](#), un nouveau livre audio sur ma dernière expédition en Antarctique). [La grande fonte : ouvrage non traduit, NdT]

Cependant, une des variables largement négligée est la hauteur réelle des terres le long des côtes, ainsi que le nombre de personnes qui y vivent. Après tout, lorsqu'il s'agit de l'élévation du niveau de la mer, ce qui importe, ce n'est pas seulement la hauteur de l'eau, mais aussi la hauteur de la terre qui se trouve au niveau de l'eau. Trois pieds [91 centimètres, NdT] d'élévation du niveau de la mer dans le sud de la Floride, qui est une région basse, plate et densément peuplée, auront un impact beaucoup plus important que 3 pieds d'élévation le long de la côte élevée, rocheuse et peu densément habitée de l'Oregon et du Maine.

Cela fait des années que les scientifiques savent que les mesures de relief des côtes sont approximatives. Les altitudes sont basées sur les données de la mission Endeavor de la navette spatiale de 2000, qui a utilisé un radar spatial pour créer une carte topographique du monde civilisé (l'Arctique et l'Antarctique en étaient omis). Cela a bien fonctionné dans certaines régions, mais le radar a souvent mal interprété la partie supérieure des bâtiments et la cime des arbres en les prenant pour la surface des terres, ce qui a entraîné des mesures altimétriques qui étaient décalées de 10 pieds ou plus [3 m et plus, NdT]. Et c'est un vrai problème lorsque l'on essaie de calculer le risque d'inondation, où même 6 pieds d'altitude entraînent de grandes conséquences. [1,8 m, NdT]

Aux États-Unis, en Europe et en Australie, les problèmes de mesure de la hauteur des côtes ont été corrigés grâce au LIDAR (Light Detection and Ranging), qui est en fait une méthode pour tirer au laser depuis un avion pour mesurer le contour du sol. C'est beaucoup plus précis que les radars spatiaux, mais c'est aussi coûteux et prend beaucoup de temps.

Mais il n'existait pas de données LIDAR accessibles au public pour l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient, ce qui rendait difficile pour les scientifiques le calcul précis des risques d'élévation du niveau de la mer dans ces régions. C'était particulièrement un problème en Asie, où la région est basse et plate et où la végétation dense permettait de confondre facilement la cime des arbres avec la terre qui se trouvait au-dessous.

« Dès 2014, nous savions que les données topographiques conduisaient à une forte sous-estimation du risque d'élévation du niveau de la mer », explique Ben Strauss, coauteur de ce rapport.

« Nous avons passé quelques années à chercher de meilleures données. Puis, il y a trois ans, nous avons perdu patience. Au lieu d'attendre de meilleures données, nous avons décidé de le faire nous-mêmes. »

Strauss et [Scott Kulp](#), informaticien à Climate Central, ont en substance trouvé un moyen pour recourir à l'intelligence artificielle afin d'imiter le travail du LIDAR. Nous avons examiné 50 millions de points de données sur la côte américaine et avons dit à l'ordinateur : « Voici l'altitude, voici ce que le radar de la navette spatiale pense que la donnée représente, et donc fais un modèle qui répare l'erreur ». Strauss et Kulp ont comparé leur modèle aux données d'autres régions des États-Unis et de l'Australie, où ils disposent de données altimétriques précises et ont découvert le modèle d'IA (connu sous le nom de CoastalDEM) qui pouvait faire la correction précise des altitudes et à certains endroits cela allait de 10 pieds (3 m) à 1 pouce (2,5 cm).

Lorsqu'ils ont réanalysé les données de la navette spatiale avec le nouveau modèle, les résultats ont été étonnants. Et pas dans le sens positif du terme.

D'une part, Strauss et Kulp ont découvert que les variations au niveau des risques dues à des erreurs antérieures dans les données altimétriques « dépassent les effets combinés du niveau des émissions, du comportement de l'Antarctique, et de l'intégration des inondations annuelles, évalués en utilisant [les données de la navette spatiale] ». En d'autres termes, une simple correction des données altimétriques a éclipsé tout calcul de l'élévation du niveau des océans résultant de la quantité de combustibles fossiles que nous consommons, ou de leur augmentation si les grandes banquises deviennent aussi fragiles que certains scientifiques le craignent.

Par exemple, l'analyse précédente des risques d'inondation à l'aide des données de la navette spatiale, dans le cadre de scénarios d'émissions élevées et d'instabilité en Antarctique, a révélé que 95 millions de personnes vivront sous la ligne de haute mer moyenne en 2100. Dans la nouvelle analyse, même avec un scénario de faibles émissions et des calottes glaciaires relativement stables, 190 millions de personnes vivront sous la ligne de flottaison.

En d'autres termes, avec ces nouvelles données, même le meilleur scénario concernant les risques d'inondation futurs est deux fois plus mauvais que le pire scénario précédent.

Les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises dans cette étude. En positif, Strauss et Kulp ont constaté que 110 millions de personnes vivent déjà dans des zones situées sous le niveau de pleine mer, principalement derrière des digues et autres barrières. « Cela me laisse un certain espoir quant à notre capacité d'adaptation », dit Strauss, bien qu'il souligne également que ces barrières et digues ne seront probablement pas suffisantes à mesure que le niveau de la mer montera en flèche dans les années à venir.

Aussi importante que puisse être cette étude, dit Strauss, « ce ne sont pas des résultats définitifs ». De nouveaux satellites dotés d'une meilleure technologie seront lancés au cours des prochaines années, ce qui ouvrira la voie à des mesures altimétriques plus précises depuis l'espace. Et l'étude ne tient pas compte de la nature dynamique de la terre elle-même, comme l'érosion qui se produit lorsque la mer monte. Ou le fait que, dans de nombreux endroits, les terres s'enfoncent rapidement, souvent à cause du pompage des eaux souterraines.

L'étude fait également abstraction du fait que l'élévation du niveau de la mer n'est pas la même partout. Par exemple, de 2011 à 2015, une étude coécrite par [Andrea Dutton](#), lauréate du prix MacArthur, a révélé que les

mers ont augmenté [trois fois plus vite](#) que la moyenne mondiale sur certaines parties de la côte atlantique, en partie à cause des impacts d'El Niño.

Comme la plupart des sciences du climat fondées sur des données, la chose la plus importante que l'étude laisse de côté est l'élément humain. Elle ne tient pas compte du type de nouvelles défenses qui pourraient être construites pour se protéger contre la montée des eaux – murs, barrières, digues. Ou comment les gens pourraient s'adapter d'autres manières, avec des canaux de type Venise ou des structures flottantes.

Elle ne tient pas compte non plus des facteurs politiques et économiques, tels que la rapidité avec laquelle la valeur des propriétés diminuera à mesure que le risque d'inondation augmentera et l'impact que cela aura sur les recettes fiscales et les administrations locales. Ou à quel point les gens se battront pour rester sur leur terre en voie de submersion, même s'il est plus sensé de fuir. Ou, plus important encore, combien de millions de personnes seront déplacées, et où elles iront, et comment elles seront traitées par les gens qui vivent sur des territoires plus élevés.

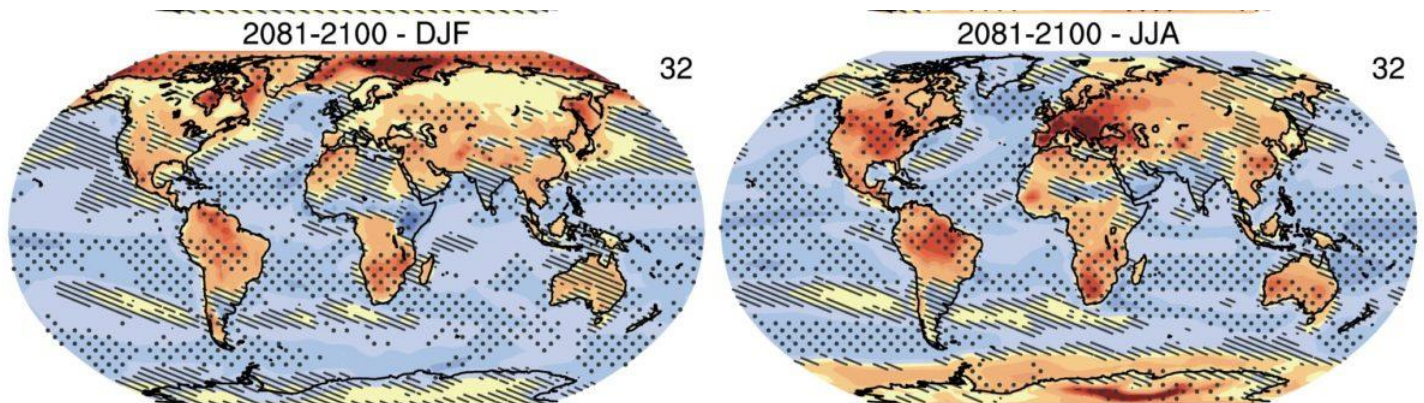
Il est impossible de penser à la submersion du sol sous les pieds de centaines de millions de personnes et de ne pas penser aux misères, à la souffrance, à la guerre. En fin de compte, le véritable facteur X de cette étude n'a rien à voir avec l'élévation du sol ou la montée des mers, et tout à voir avec les vastes mystères du cœur et de l'esprit humains.

Plus sec, ou plus humide ?

Jean-Marc Jancovici 8 septembre 2020

Chronique parue dans L'Express du [1er septembre 2020](#).

Le principe de cette chronique mensuelle publiée dans l'Express est de commenter un fait (mesurable ou observable), qui, le plus souvent, sera « pas évident » pour le lecteur.



Depuis que le [changement climatique](#) est devenu, à raison, un sujet d'attention croissante dans le débat public, le marqueur le plus couramment utilisé pour évoquer les changements déjà survenus, ou l'ampleur du risque futur, est celui de la température, ou plus exactement de l'élévation de température. Un risque élevé est ainsi incarné par une élévation de plusieurs degrés de la température moyenne.

Cette focalisation sur le thermomètre a tendance à nous faire oublier que [bien d'autres paramètres vont changer](#) dans le cadre de la dérive climatique qui va s'amplifier à l'avenir, à commencer par la quantité d'eau qui tombera du ciel, et plus encore la fraction qui restera disponible pour ce qui vit, et nos usages.

Globalement, dans un climat plus chaud, l'évaporation des océans s'intensifie, et donc les précipitations aussi. Tout va bien, alors ? Malheureusement ce n'est pas si simple. En effet, ce qui compte pour l'essentiel des végétaux, qui sont au début de toutes les chaînes alimentaires, ce n'est pas ce qui tombe mais l'humidité moyenne du sol. Et cette dernière peut très bien diminuer alors que les précipitations moyennes augmentent.

Pour cela, il suffit que l'eau tombe moins souvent et en plus grosses quantités lorsqu'elle tombe, auquel cas la fraction qui ruisselle vers la mer sans humidifier le sol augmente. Elle peut aussi être moins bien répartie au cours de l'année : plus d'eau en hiver aux moyennes latitudes (ou plus d'eau pendant la mousson dans les pays concernés) et moins l'été (ou pendant la saison sèche) conduit à un résultat analogue, avec une humidité moyenne du sol qui diminue.

Enfin même à précipitations constantes, l'élévation de température conduit une partie plus importante de l'eau à s'évaporer sitôt tombée. S'il y a du vent, ce dernier renouvelle l'air situé au dessus du sol, ce qui ne crée pas de limitation de l'évaporation par saturation de l'humidité de l'atmosphère.

Comment vont évoluer ces paramètres en France, et plus largement en Europe ? Malheureusement dans le mauvais sens, comme on peut déjà le constater sur les années récentes. Depuis 1959 (début des séries disponibles), les précipitations ont tendance à globalement diminuer sur la moitié sud du pays. Elles augmentent un peu sur la moitié nord, mais l'évaporation accrue, et une plus mauvaise répartition des pluies font que la sécheresse des sols a aussi tendance à s'intensifier, légèrement pour le moment, mais le processus va hélas s'amplifier.

Si nous élargissons un peu le champ de vision, l'ensemble du bassin méditerranéen va continuer à s'assécher dans le cadre de la dérive climatique, potentiellement de plusieurs dizaines de pour-cent. Il va donc y avoir de plus en plus de déficit en eau pour les cultures, de dépérissement d'arbres (qui souffrent en direct de la sécheresse, puis en indirect des ravageurs qui profitent de leur faiblesse), d'incendies, bref de processus qui vont nous causer plus de soucis que l'effet de chaleur dans les villes l'été, même si ce dernier est désagréable.

Mais nous pouvons nous adapter, direz vous ! Pour partie, certes, mais pour partie seulement. L'irrigation suppose des réserves en eau qui se reconstituent l'hiver et passent de l'hiver à l'été : avec des précipitations en baisse, plus mal réparties, et une évaporation accrue, ces réserves seront plus difficiles à constituer au fil du temps. Et surtout on n'irrigue pas les forêts, totalement dépendantes de l'eau du ciel et de l'humidité des sols, et dont une partie est déjà condamnée. Après avoir été maintenu pendant un temps sous l'effet de la fonte des glaciers de montagne, le débit estival des fleuves va nettement se contracter.

Réagir au mieux demande d'anticiper avec des pas de temps qui sont devenus inaudibles avec nos visions à court terme. Le changement climatique demande aussi de changer cela de façon urgente.

Que vive La Décroissance en septembre 2020

Michel Sourrouille 8 septembre 2020 / Par [biosphere](#)

– Qu'est-ce que la vie à travers un écran qui fait écran ? Pare-brise de bagnole, téléviseur, smartphone, masque chirurgical, même combat pour fuir l'Autre ! Il est des morts vivants et des vivants morts. (Vincent Cheynet, rédacteur en chef de La Décroissance, page 3)

– Dans son essai intitulé « On achève bien les enfants », Fabien Lebrun n'y va pas par quatre chemins : il constate la destruction totale de l'enfant par les écrans. Non seulement ils laminent le psychisme, mais ils ramollissent les corps, de plus en plus passifs. Les écrans éloignent du réel et enferment les esprits dans une bulle virtuelle. (rubrique « lectures » page 9)

- La 5G fait partie de ce phénomène d'accélération qui nous entraîne dans le cauchemar du totalitarisme numérique à la chinoise (rubrique « la saloperie que nous n'achèterons pas »)
- Quand on voit le débat et le combat des élus Verts contre le développement de la 5G, on voit bien les dégâts d'une idéologie du déclin et du refus du progrès. Je suis un défenseur de la croissance verte – les deux mots sont importants. (Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'Outre-mer, Le Point du 22 août 2020)
- Le système s'effondre sous les conséquences du fanatisme des croissancistes et ils insultent les décroissants. C'est vraiment la double peine. Ainsi le premier ministre Jean Castex : « *L'écologie est-elle une priorité ? La réponse est clairement oui. La netteté de cette réponse a été retardée par les tenants d'une écologie décroissante et moralisatrice, voire sectaire qui continue de desservir la cause.* (Ouest-France, 27 juillet 2020) »
- L'ambition écologique du premier ministre est affichée, mais comme un levier de réindustrialisation, pas comme un marteau de la décroissance. (éditorial du Figaro, 16 juillet 2020)
- N'oublions pas comment s'impose toujours une idéologie. Pour dominer, la violence ne suffit pas, il faut une justification d'une autre nature. Lorsqu'une personne exerce son pouvoir sur une autre – que ce soit un dictateur, un colon, un mari ou un patron –, sa justification est toujours la même : cette domination est faite pour le bien du dominé. (citation de Chomski)
- La promotion régulière de la maternité de substitution s'inscrit dans cette tendance, hélas trop durable, qui veut faire croire que les femmes choisissent librement, par « plaisir », des activités qui ont représenté pendant des siècles la raison de leur domination. (Ana-Luana Stoicea-Deram)
- La vérité n'intéresse plus personne. À savoir que les États ne sont pas maîtres de la valeur de l'argent. Pour que celle-ci ne se détériore pas, toute dette doit financer une production de richesses marchandes pour une valeur équivalente... Tôt ou tard, la faillite universelle est le bel avenir de la dette perpétuelle. Ses experts se passeront sans problème de mes félicitations. (Denis Baba page 11)
- Je pense qu'une fois que vous couchez avec ces gens dont l'objectif est le profit, ce ne sont pas eux qui changent, mais vous. Nous n'avons pas d'autre choix que d'affronter l'effondrement en préparant un atterrissage en douceur. (Jeff Gibbs, réalisateur du documentaire *Planet of the Humans*)
- Quand j'étais adolescente, je me lavais avec une bassine, en utilisant l'eau que je faisais chauffer sur le poêle. Il n'y avait pas de salle de bain. On vivait du jardin et des produits de la ferme... Si on a une carte bleue assez alimentée et qu'on peut acheter ce qu'on veut immédiatement, on n'a plus en tête la valeur des choses. (Danielle, rubrique « Simplicité volontaire »)
- « *La science trouve, l'industrie applique, l'homme se conforme* » : telle était la devise de l'Exposition universelle de Chicago en 1933. Ainsi les lois de la bioéthique sont régulièrement révisées pour adapter l'homme et la société aux évolutions techno-scientifiques ? (introduction de l'interview de Jacques Testart page 8)

(extraits du mensuel *La Décroissance* de septembre 2020)

ÉNERGIE : QUELQUES POINTS...

8 Septembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- Il paraît que Merkel va arrêter le nouveau [gazoduc russe](#). Non, finalement, [elle va le maintenir](#)... En bref, si elle l'arrête, tant mieux pour l'Europe occidentale, ce sera son effondrement économique accentué.

Et l'arrêt de la "construction européenne", car vous croyez que si l'Allemagne continue à bénéficier du premier gazoduc, elle en fera profiter ses petits copains ???

Côté Pékin, on savoure cette stupidité, parce que le pays est capable d'avaler la totalité de la production russe.

La "France" [réitère ses réserves](#) vis-à-vis du projet. Quand on dit "la France", c'est Macron et sa bande de bras cassés, à la remorque d'un empire en décomposition accélérée.

- [Crétinisme ambiant](#) sur le Botswana. Certains trouvent que c'est une réussite remarquable du capitalisme, et du libre échange. En oubliant une chose : les pays qui réussissent dans ce cadre là, ne le doivent pas au cadre, mais aux ressources minières, comme la Grande Bretagne de Thatcher, les USA de Reagan, le Chili de Pinochet. Enlevez leurs les richesses minières, ces pays, c'est rien.

Pour la Grande Bretagne, on parle de dislocation. L'indépendance de l'Ecosse progresse en Ecosse et en Angleterre, devenant des opinions majoritaires. Même le Pays de Galles devient de plus en plus indépendantiste.

- [Michel Gay](#) et Serge Gil redécouvrent l'eau chaude. La STEP (station de transfert de l'électricité par pompage), est indissociable de la production d'électricité. Si l'on compte les STEP marines, les capacités inemployées sont très importantes. Et donc, avec, on pourrait déclasser de nombreuses capacités nucléaires, et développer amplement le renouvelable. Si l'on a une politique féroce d'économie d'énergie, et notamment l'abandon du crétinisme qu'est le chauffage électrique à effet joules, on peut déclasser -horreur- les 3/4 du parc nucléaire...

SECTION ÉCONOMIE



Pour Bloomberg, le monde va vers une nouvelle récession fin 2020 !

Publié le 8 septembre 2020 à 12:00:12 / 3 commentaires / 289 vues

Pour Joachim Fels, conseiller économique de Pacific Investment Management « nous avons vu le pic de la reprise. À partir de maintenant, l'élan s'estompe un peu »,... Lire la suite

Philippe Béchade: Plus les chiffres sont éloignés des "seuils de panique" souhaités par les autorités, plus l'intox distillé par les médias aux ordres doit être massive !

Le 08 Sep 2020 à 09:30:26 / 2 commentaires / 395 vues

👍 3 👎 0 ⓘ Noter

Philippe Béchade: *Plus les chiffres sont éloignés des "seuils de panique" souhaités par les autorités, plus l'intox distillé par les médias aux ordres doit être massive, les épithètes grandiloquents, la manipulation des graphiques grotesque et chaque "accélération" exclue du "lissage".*



La production industrielle allemande à la peine !

Publié le 8 septembre 2020 à 16:00:02 / 0 commentaire / 24 vues

Selon cette dépêche de l'agence Reuters, la production en Allemagne est en hausse certes, mais nettement moins forte qu'attendue par les « zexperts » de tous poils... Lire la suite



Etats-Unis: Mnuchin en faveur de l'annulation des dettes PPP

Publié le 8 septembre 2020 à 15:00:51 / 2 commentaires / 145 vues

Vous vous souvenez des crédits PPP, accordés par les banques aux entreprises sur base d'une garantie de l'État afin de garantir le paiement des salaires ? Au final,... Lire la suite



La crise sanitaire va-t-elle provoquer une nouvelle crise bancaire ?

Publié le 8 septembre 2020 à 09:00:31 / 5 commentaires / 307 vues

Xerfi Canal a reçu Fabien Tripier, conseiller scientifique au CEPII et professeur de sciences économiques à l'Université d'Évry Paris-Saclay, pour parler des... Lire la suite



BHL parle d'une «zombification de la France» au sujet du port du masque en extérieur

Publié le 8 septembre 2020 à 08:30:33 / 13 commentaires / 453 vues

Face à la généralisation du port du masque en extérieur en France, l'écrivain Bernard-Henri Lévy a insisté au micro de BFM TV sur la nécessité d'arrêter de... Lire la suite

Un bond en arrière de 100 ans

Le 08 Sep 2020 à 08:00:21 / 2 commentaires / 397 vues

👍 2 🗨 1 ⓘ Noter



Si le monde retrace un siècle d'évolution ou plus, il sera en proie à au moins 50 ans de grandes souffrances. Toutefois, à l'exception du choc initial et de la période de réajustement, la vie reprendra son cours pour la plupart des gens, mais à un niveau différent. Il est évident que le niveau de vie diminuera considérablement. Il en sera de même pour la sécurité.

Le monde se réveillera en faillite

Le 08 Sep 2020 à 06:00:47 / 4 commentaires / 570 vues

👍 3 👎 1 ⓘ Noter



Il est évident que les gouvernements et les banques centrales vont essayer désespérément d'introduire des réinitialisations (reset), de nouvelles monnaies virtuelles, de se livrer à des tours de passe-passe avec la dette pour nous faire croire qu'elle a disparu. Les États-Unis pourraient même réévaluer leur prétendu stock de 8 000 tonnes d'or. Mais leur bluff risque de ne pas marcher cette fois. Les effets des mesures prises par les gouvernements ne seront que temporaires lorsque le monde se rendra enfin compte qu'il est en faillite.

Egon Von Greyerz: "Esclavage de la dette + fausse monnaie = effondrement final" Egon Von Greyerz: "Le système financier mondial est complètement foutu et en faillite ! Désormais, attendez-vous au pire et à une véritable panique bancaire !"

J'espère sincèrement que tout ceci n'est qu'un cauchemar qui ne se réalisera jamais. Car si cela se produit, le monde retournera à l'âge des ténèbres et les années sombres suivront, comme je l'ai indiqué dans un article en 2009 et sur lequel je suis revenu en 2018.

Source: or.fr

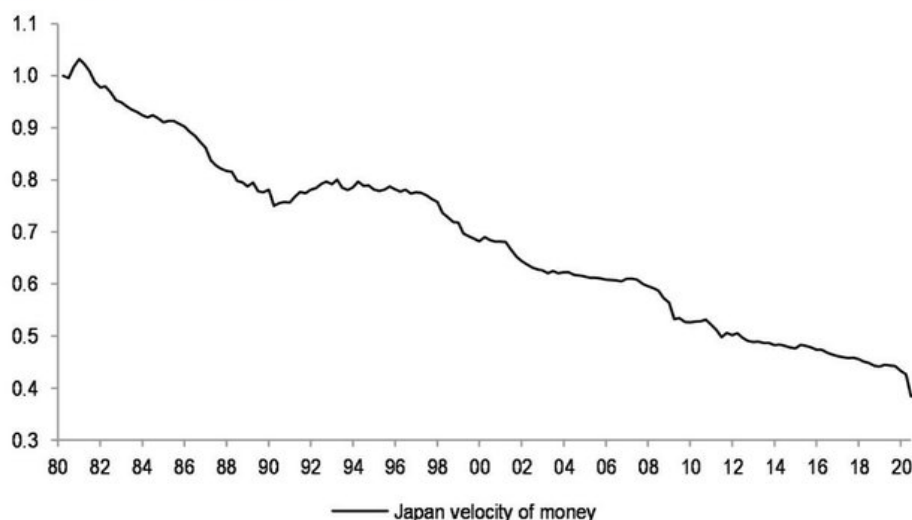
Vous pensiez que la vitesse de circulation du dollar était faible ? Eh bien jeter un œil à la monnaie japonaise, c'est encore pire !

Le 07 Sep 2020 à 21:30:21 / 0 commentaire / 256 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

Vous pensiez que la vitesse de circulation du dollar était faible (1.10) ? Eh bien allez jeter un œil à celle de la monnaie japonaise, c'est encore pire. (0.40) ! Seule une petite partie de l'argent créé circule.

Figure 24: Japan velocity of money



Source: J.P. Morgan

Professeur Perronne: "Arrêtons d'affoler toute la France pour ces chiffres de mortalité ridicules"

Le 07 Sep 2020 à 22:26:52 / 2 commentaires / 558 vues

👍 2 👎 1 ⓘ Noter

Professeur Perronne: "Arrêtons d'affoler toute la France pour ces chiffres de mortalité ridicules"



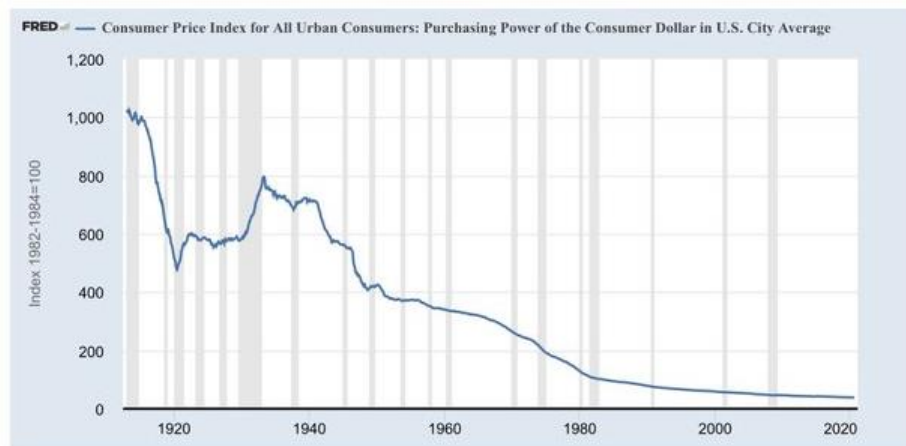
https://www.youtube.com/watch?v=plKaAaEd0Pk&feature=emb_logo

Regardez le pouvoir d'achat du dollar US dégringoler depuis 1913... Plus le temps passe et plus il tend vers ZÉRO !

Le 07 Sep 2020 à 20:00:19 / 0 commentaire / 191 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

Regardez le pouvoir d'achat du dollar US dégringoler depuis 1913... Plus le temps passe et plus il tend vers ZÉRO !



L'article que je reproduis ci-dessous a été écrit, rédigé et diffusé par un horrible site véhiculant la tout aussi terrifiante propagande du terrible ogre russe qui veut dévorer la planète entière. D'ailleurs leur maître à tous à savoir le Tsar Vladimir Poutine comme chacun sait se nourrit chaque jour de deux enfants, un Européen de

l'ouest et un petit Américain tout frais, son festin étant arrosé d'un pichet, que dis-je d'une jarre de sang de jeune vierge de l'OTAN.



Bon après ces balivernes d'usage, redevenons sérieux.

Dans le monde entier les chercheurs et les laboratoires travaillent d'arrache pieds pour trouver un vaccin à ce virus qui paralyse le monde.

Or, en Russie, il semblerait qu'ils aient mis au point quelque chose de sérieux.

Deux problèmes majeurs se posent.

Le premier c'est que cette pandémie, ces confinements, ces mesures de distanciation sociale (port du masque, un fauteuil sur deux) coûtent une véritable fortune à l'économie mondiale. Elle met à genoux le moral des gens, des investisseurs comme des entrepreneurs.

Le second c'est que même si nous trouvons un vaccin ou un traitement efficace, encore faudrait-il que celui-ci se révèle sans danger ni nocivité excessive.

Ce n'est évidemment pas gagné avec tous ces vaccins développés en urgence et pour lesquels les laboratoires négocient avec les autorités européennes la prise en charge des indemnisations des malades en cas de problèmes. Souvenez-vous j'en avais parlé dans cet article.

« VACCINS Covid-19, l'Union Européenne indemniserait-elle les laboratoires en cas de problèmes ? » L'édito de Charles SANNAT



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents, Lorsque l'on fait n'importe quoi, on obtient à peu près un résultat aboutissant au n'importe quoi. Et c'est ce à quoi s'efforcent avec constance nos autorités et cela devient tout de même sacrément stupide... Je vous passe les protocoles sanitaires crétins de la rentrée

scolaire où les parents ne ... Lire la suite de

Et si le vaccin russe fonctionnait sans trop d'effets secondaires ?

Avouez que c'est tout de même une sacrée question, une question à environ 300 ou 400 milliards d'euros rien que pour la France vu le bazar économique auquel nous sommes confrontés et les montants astronomiques engagés pour la lutte contre le coronavirus.

Et cette question ce serait, à défaut d'y répondre avec certitude, pas mal au moins de se la poser et de l'étudier...

Je sais que les Russes sont de très grands vilains infréquentables, mais bon, s'ils disposent du vaccin, ce serait tout de même assez bêta de le refuser et de perdre des centaines de milliards d'euros/dollars pour espérer en faire gagner quelques dizaines à quelques laboratoires pharmaceutiques occidentaux.

Je vous reproduis donc cet article de l'agence russe (donc méchante je précise) Sputnik ci-dessous.

« La revue scientifique *The Lancet* a publié les résultats des deux premières étapes des essais du vaccin russe contre le Covid-19. Dans ce contexte, le directeur du Fonds russe d'investissements directs, Kiril Dmitriev, a répondu à des questions sur le Spoutnik V et adressé les siennes concernant les vaccins des autres pays.

*Depuis le 11 août, jour de l'enregistrement de Spoutnik V mis au point par les chercheurs du Centre Gamaleïa, la Russie a reçu des commandes pour un milliard de doses, ce qui prouve l'intérêt et l'espoir que de nombreux pays y portent. La Russie doit toutefois faire face aux critiques et est sommée de répondre aux questions posées par certains États et laboratoires occidentaux, en particulier par ceux qui développent leur propre vaccin souvent sur la base de technologies qui n'ont pas encore fait leurs preuves en matière de risque et d'efficacité, telles que l'ARNm et les plateformes à vecteur fabriqué sur la base d'adénovirus de singe. Suite à la publication des résultats des phases 1 et 2 des essais cliniques de Spoutnik V dans *The Lancet*, nous souhaiterions ici résumer les réponses à certaines questions et poser les nôtres.*

Question 1. Le vaccin Spoutnik V a-t-il été obtenu grâce à un vol de technologie ?

Non, nous n'avons rien volé. Le vaccin a été mis au point grâce à la technologie de double vecteur fabriquée sur la base d'adénovirus humains que personne d'autre dans le monde n'utilise actuellement contre le Covid-19. Les vecteurs sont des virus qui ont été privés de la possibilité de se répliquer et dont la fonction est de transporter du matériel génétique depuis les épines du coronavirus. Notre technologie utilise deux vecteurs fabriqués sur la base d'adénovirus humains: Ad5 et Ad26, respectivement pour la première et la seconde injection. Cette technologie permet de déjouer l'immunité préexistante aux adénovirus. Pour obtenir un vaccin contre le Covid-19, la Russie a modifié une plateforme vaccinale à double vecteur développée en 2015 pour lutter contre la fièvre Ebola. Elle avait passé tous les essais cliniques et a été utilisée en Afrique pour juguler l'épidémie d'Ebola en 2017. Après un certain battage médiatique autour d'elle, la question du vol de technologie a été passée sous silence, même par les critiques les plus sévères de la Russie, parce qu'elle était infondée. Il est toutefois important d'insister sur ce point à cause des tentatives faites pour discréditer le vaccin russe avant même son enregistrement.

Question 2. Quand les résultats des essais cliniques des phases 1 et 2 seront-ils publiés ?

*Ces résultats ont été publiés le 4 septembre dans *The Lancet*, l'une des revues médicales les plus anciennes et les plus respectées du monde. Ils ont été soumis à son comité de lecture. Il s'agit seulement du premier d'une série d'articles. Les points clefs en sont les suivants:*

1. Au cours des essais cliniques des phases 1 et 2 de Spoutnik V, aucun effet indésirable grave (SAE, niveau 3) ne s'est produit, quel que soit le critère considéré. Dans le cas des autres candidats-vaccins, les effets indésirables sérieux varient de 1 à 25 %.

2. 100 % des volontaires ayant participé aux essais cliniques de Spoutnik V ont développé une réponse immunitaire humorale et cellulaire stable. Le taux des anticorps neutralisant le virus chez les volontaires vaccinés avec Spoutnik V était 1,5 fois supérieur aux taux d'anticorps chez les patients avec une forme grave du Covid-19 et en ayant guéri. Pour comparaison, le laboratoire pharmaceutique britannique AstraZeneca obtient chez les volontaires participant à ses essais cliniques des taux d'anticorps à peu près équivalents à ceux des personnes guéries du Covid-19. L'organisme de tous les volontaires vaccinés lors des essais cliniques de Spoutnik V a fabriqué des lymphocytes T de deux types: CD4+ et CD8+. Ces deux types de cellules reconnaissent et perturbent les cellules infectées par le SARS-CoV-2 et forment la base d'une immunité à long terme.

3. Les chercheurs du Centre national de recherche en épidémiologie et microbiologie Gamaleïa sont parvenus à prouver l'efficacité de la plateforme des vecteurs fabriquée sur la base d'adénovirus humains, en dépit des craintes que les personnes déjà vaccinées pouvaient avoir développé une immunité aux adénovirus humains. La dose optimale non toxique a été déterminée, ce qui a permis d'obtenir une réponse immunitaire chez 100 % des volontaires, même chez ceux qui avaient récemment fait une infection à adénovirus. Les préoccupations concernant l'immunité préexistante pour les infections adénovirales ont été la principale raison de l'émergence de méthodes alternatives telles que le vecteur adénoviral de singe ou les plateformes d'ARNm qui n'ont pas encore été étudiées et testées depuis de nombreuses années. L'efficacité prouvée de Spoutnik V réduit la nécessité d'un développement hâtif de telles plateformes au détriment de la sécurité.

4. Grâce à l'utilisation de deux vecteurs différents, obtenus sur la base de sérotypes d'adénovirus humains Ad5 et Ad26, dans deux injections différentes, il est possible de déclencher une réponse immunitaire plus efficace que dans le cas où le vecteur est le même dans les deux injections. Dans ce dernier cas, le système immunitaire met en place des mécanismes de défense et rejette le produit injecté la seconde fois. Spoutnik V est un vaccin à vecteurs différents ce qui permet d'éviter cet effet de neutralisation et d'obtenir une réaction immunitaire plus puissante et plus durable.

Question 3. Y aura-t-il des essais cliniques sur plus de personnes ?

Les études post-enregistrement impliquant plus de 40 000 personnes ont débuté en Russie le 26 août, avant qu'AstraZeneca ne commence son essai de phase 3 aux États-Unis avec 30 000 participants. Les essais cliniques en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, aux Philippines, en Inde et au Brésil commenceront ce mois-ci. Les résultats préliminaires de l'essai de phase 3 seront publiés en octobre ou novembre 2020.

Question 4. Pourquoi le vaccin Spoutnik V est-il déjà éligible à un enregistrement pour une utilisation d'urgence ?

En raison des résultats très positifs des essais des phases 1 et 2 et parce que la plateforme d'administration de vecteurs adénoviraux humains s'est avérée la plus sûre au fil des décennies, notamment grâce à 75 publications scientifiques internationales et à plus de 250 essais cliniques.

Les scientifiques ont fourni des données convaincantes sur l'innocuité de l'utilisation des vaccins et des médicaments adénoviraux humains dans le monde, ces données sont basées sur des études qui ont été menées depuis 1953. D'après les archives, plus de 10 millions de militaires américains ont reçu des vaccins adénoviraux humains depuis 1971.

Le traitement contre le cancer Gendicine à base de vecteurs adénoviraux humains a été administré à plus de 30 000 personnes en Chine en 15 ans.

Dans les essais cliniques de vaccins basés sur la technologie des vecteurs adénoviraux humains qui utilisent les mêmes vecteurs que Spoutnik V, ont déjà participé plus de 25 000 personnes dans le monde. Depuis 2015, plus de 3 000 personnes ont reçu des vaccins à base de vecteurs adénoviraux humains contre la fièvre Ebola et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) créés au Centre Gamaleïa.

La Russie a donc enregistré le vaccin parce qu'il y avait une plateforme pour l'administration d'adénovirus humains qui était préalablement approuvée, qui est sûre et efficace pour d'autres maladies. Depuis l'enregistrement de Spoutnik V en Russie, d'autres pays ont également annoncé vouloir suivre l'approche russe pour une utilisation d'urgence de leurs vaccins. Le vaccin de SinovacBiotech a reçu une approbation similaire en Chine. Le gouvernement du Royaume-Uni et le chef de l'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA) Stephen Hahn ont signalé la possibilité d'enregistrement rapide pour les fabricants de vaccins britanniques et américains malgré les réserves qu'ils avaient émises antérieurement.

Question 6. Quelqu'un d'autre utilise-t-il une technologie similaire pour ses vaccins ?

Certaines autres entreprises utilisent des plateformes à base de vecteurs adénoviraux humains pour leurs vaccins Covid-19. Par exemple, Johnson & Johnson utilise uniquement le vecteur Ad26 et CanSino en Chine uniquement Ad5, tandis que Spoutnik V utilise ces deux vecteurs. Les travaux de Johnson & Johnson et CanSino valident non seulement l'approche russe, mais montrent également l'avantage de Spoutnik V, car des études ont démontré que deux vecteurs différents produisaient de meilleurs résultats qu'un seul.

NOS QUESTIONS

Ayant tout cela à l'esprit, la Russie, en tant que leader incontestable de la recherche sur les vaccins et qui a développé le vaccin contre le Covid-19 le plus sûr et le plus efficace, a elle aussi de nombreuses questions à poser aux fabricants de vaccins occidentaux qui utilisent des technologies à base de vecteurs d'ARNm et d'adénovirus de singe. Nous pouvons maintenant demander aux critiques : « Pourquoi regardez-vous la paille dans l'œil de votre frère et ne faites-vous pas attention à la poutre dans le vôtre ? »

Question 1. Y a-t-il eu des études à long terme sur les technologies à base de vecteurs d'ARNm et d'adénovirus de singe quant aux effets cancérogènes et aux conséquences sur la fertilité ? (Indice : il n'y en a pas)

Question 2. Leur absence pourrait-elle être la raison pour laquelle certaines grandes sociétés pharmaceutiques fabriquant des vaccins contre le Covid-19 sur la base de ces technologies ont poussé les pays à acheter leurs vaccins pour une indemnisation complète qui les protégerait de poursuites en cas de problèmes ?

Question 3. Pourquoi les médias occidentaux ne parlent pas du manque d'études à long terme pour les vaccins à base d'ARNm et de vecteur adénoviral de singe ?

VACCIN HUMAIN OU VACCIN DE SINGE

Les vaccins à base d'ARNm et de vecteur adénoviral de singe n'ont jamais été utilisés et approuvés auparavant et leurs recherches sur la plateforme basée sur le vecteur adénoviral humain sont en retard d'au moins 20 ans. Cependant, leurs créateurs ont déjà obtenu des contrats d'approvisionnement de plusieurs milliards de dollars auprès des gouvernements occidentaux et peuvent potentiellement demander un enregistrement rapide tout en recevant une indemnisation complète. La technologie de l'ARNm présente de nombreux avantages, qui peuvent jouer un rôle important à l'avenir, mais les contrôles de sécurité à long terme ne font pas encore partie de ces avantages. Le défaut fatal des vaccins à base de vecteurs adénoviraux et d'ARNm chez le singe est que même les essais de phase 3 ne répondent pas aux questions sur les risques à long terme de ces vaccins alors que ces questions sur ceux à base de vecteurs adénoviraux humains ont été résolues avec succès.

Au moins certains cadres sont-ils ouverts à ce sujet. Ruud Dobber, cadre supérieur d'AstraZeneca, a parlé d'une « situation unique où nous, en tant qu'entreprise, ne pouvons tout simplement pas prendre le risque si dans [...] quatre ans le vaccin a des effets secondaires. Dans les contrats que nous avons, nous demandons une indemnisation ».

Nous pensons qu'il est important de sensibiliser les gens aux risques liés à l'approbation de solutions nouvelles qui ne sont pas testées telles que l'ARNm ou les plateformes à base de vecteurs d'adénovirus du singe. Nous apprécions le « gage de sécurité » prévu par les sociétés pharmaceutiques qui sera annoncé prochainement, mais espérons qu'il s'engage non seulement à garantir des résultats à court terme, mais également à garantir qu'il n'y a pas de risques accrus à long terme de cancer et d'infertilité dus à leurs vaccins. Cette information aidera à protéger la santé des gens et à penser à long terme.

TOUTES LES PLATEFORMES DE VACCIN NE SONT PAS ÉGALES

Pour conclure, toutes les plateformes pour les vaccins n'ont pas été créées égales. Alors que les essais post-enregistrement ne sont pas encore terminés, Spoutnik V a été construit sur la plateforme disponible la plus sûre et a reçu son enregistrement d'utilisation d'urgence en pleine conformité avec la loi et les procédures russes. Plusieurs acteurs occidentaux envisagent également un enregistrement prématuré pour une utilisation d'urgence, mais il s'agit de vaccins reposant sur de nouvelles approches qui ne sont pas prouvées.

Nous espérons que nos questions sur les risques à long terme trouveront des réponses, tout comme les questions sur les plateformes vaccinales qui n'ont pas fait leurs preuves qui pourraient surgir à l'avenir. La pire pandémie qui touche l'humanité depuis un siècle nous oblige tous à trouver des solutions dans l'urgence. Mais nous voulons croire que nos critiques respecteront les mêmes standards de rigueur, de risque minimum et de transparence qu'ils l'ont fait pour le vaccin russe. Après tout, nous devons lutter ensemble contre la pandémie, en toute transparence et sans parti pris ».

Voici de bonnes questions auxquelles je serais très heureux d'avoir des réponses... On peut toujours rêver n'est-ce pas ?

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

BHL parle d'une «zombification de la France» au sujet du port du masque en extérieur

Source: [sputniknews](https://sputniknews.com) Le 08 Sep 2020



Face à la généralisation du port du masque en extérieur en France, l'écrivain Bernard-Henri Lévy a insisté au micro de BFM TV sur la nécessité d'arrêter de «terroriser» les gens. D'après le philosophe, la préconisation du port du masque relève d'une «zombification de la France».

Le coronavirus continuant à progresser sur le territoire français, les autorités [préconisent le port du masque](#) en extérieur et dans les lieux publics. Invité le 2 septembre sur BFM TV, l'écrivain Bernard-Henri Lévy a dénoncé la généralisation de cette mesure sanitaire.

D'après lui, *«porter un masque dans un chemin de randonnée, dans une forêt, chez soi n'a pas de sens»*:

«C'est bien que la justice ait tranché et donné un petit coup d'arrêt pour arrêter cet esprit de panique généralisé, de zombification de la France auquel on est en train d'assister», a-t-il lancé en poursuivant: «Ce que je plaide, c'est qu'on arrête de terroriser les gens, qu'on arrête de leur faire peur.»

Situation épidémique en France

Afin de lutter contre la propagation du virus, le port du masque se généralise à l'école, en entreprise, et même dans la rue. Le 27 août, Jean Castex a ainsi annoncé qu'il serait désormais obligatoire dans les rues de Paris. Les mêmes mesures ont été imposées dans de nombreuses grandes villes comme Marseille, Lyon, Nice ou encore Strasbourg.

Le 2 septembre, 7.017 nouveaux cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés dans l'Hexagone. Une accélération par rapport aux 5.000 cas recensés la veille, mais un bilan comparable à celui du 27 août quand 7.319 cas avaient été identifiés, écrit l'AFP en citant les chiffres de Santé publique France publiés ce mercredi.

La Direction générale de la santé (DGS) a souligné pour sa part que «la progression du virus continue sur l'ensemble du territoire», avec «19 départements métropolitains et deux d'Outre-mer concernés par une circulation active du virus, auxquels s'ajoutent la Guyane et la Martinique, toujours en état d'urgence sanitaire».

Pour Bloomberg, le monde va vers une nouvelle récession fin 2020 !

Charles SANNAT Source: [insolentiae](#) Le 08 Sep 2020



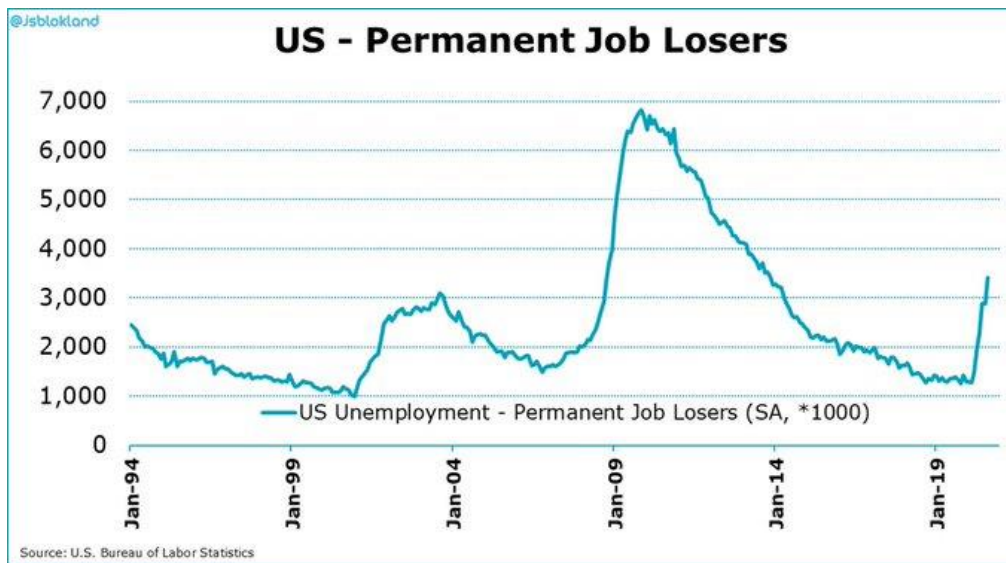
Pour Joachim Fels, conseiller économique de Pacific Investment Management « nous avons vu le pic de la reprise. À partir de maintenant, l'élan s'estompe un peu », dont les propos ont été repris par l'agence Bloomberg qui précise que l'économie mondiale risque de vivre une nouvelle période de récession dès fin 2020.

Cela serait fort logique car pour le moment l'aspect récession ne s'est pas encore réellement matérialisé. Nous avons eu le choc terrible lié au « gel » de l'activité économique, conséquence directe du confinement. Mais ce n'est pas tant ce choc, aussi violent soit-il qui est problématique, car si nous sommes enfermés pendant deux mois et que tout le monde ressort rattraper le « temps perdu », alors les séquelles économiques seront relativement limitées, et les affaires pourront reprendre leur cours.

Ce qui est inquiétant c'est donc les effets secondaires de long terme, avec les fermetures et les faillites d'entreprises.

Et c'est à ce niveau que réside le réel potentiel de récession et de crise profonde.

Pour le moment, il y a trop d'inconnues dans cette équation pour dire des choses très intelligentes. Mais, il est assez prévisible et évident de penser que passés les plans de soutien, la mortalité des entreprises et les destructions d'emplois vont aller bon train, et c'est ce rythme-là qu'il convient de surveiller pour tenter de cerner la dynamique de destruction en cours et c'est pour cela que hier je vous avais mis ce graphique des « destructions permanentes d'emplois ».



Une nouvelle récession mondiale est à craindre fin 2020, selon Bloomberg

« Des experts ont prédit de nouveaux problèmes pour l'économie mondiale d'ici la fin de l'année malgré les signes de relance perçus après la levée du confinement, relate l'agence Bloomberg.

L'économie mondiale risque de vivre une nouvelle période de récession dès fin 2020, annonce dimanche 6 septembre l'agence Bloomberg se référant à plusieurs experts.

Selon l'agence, les économistes constatent le rétablissement de l'économie suite à la levée du grand confinement contre la pandémie de Covid-19, mais de nombreuses craintes restent d'actualité.

« Nous avons vu le pic de la reprise. À partir de maintenant, l'élan s'estompe un peu », a notamment déclaré Joachim Fels, conseiller économique de Pacific Investment Management, dont les propos ont été repris par Bloomberg. Les gouvernements des pays développés ont déjà dépensé des milliards de dollars pour soutenir leurs économies nationales pendant la pandémie. Ces efforts ont notamment permis de réduire le taux de chômage grâce à la création de 1,4 million d'emplois aux États-Unis en août et d'améliorer la situation sur le marché du logement américain.

L'économie chinoise est en train de se redresser et la production en Allemagne est aussi en hausse. En même temps, les marchés émergents ont eu une période de « répit » en raison de la baisse du dollar.

Réduction des mesures de soutien

Mais les autorités devront redoubler d'efforts pour que la situation ne se dégrade, alors que beaucoup sont déjà prêts à réduire les mesures de soutien.

Malgré tous les progrès scientifiques réalisés pour créer des vaccins contre le Covid-19, les vaccins ne seront pas disponibles de sitôt à l'échelle nécessaire pour maîtriser la propagation du coronavirus, ce qui constitue une condition essentielle pour faire des affaires comme avant.

« Sans soutien financier, il sera difficile de maintenir le rythme », note Ryan Sweet de Moody's cité par Bloomberg.

Il y a d'autres signes avant-coureurs de la récession. Plusieurs grandes marques dont Ford Motor, United Airlines et American Airlines ont récemment annoncé des réductions d'effectifs importantes. United Airlines compte notamment mettre 16 370 salariés au chômage partiel à partir du 1er octobre, American Airlines prévoit de supprimer 19 000 emplois et Ford Motor compte en supprimer 1 400 avant la fin de 2020.

En outre, les tensions entre les États-Unis et la Chine pourraient s'intensifier avant l'élection présidentielle américaine du 3 novembre. Cela saperait la confiance des entreprises, estime l'agence.

En Chine, où le Covid-19 a été circonscrit il y a quelques mois, les consommateurs ne veulent toujours pas dépenser d'argent. Dans le même temps, les plus grandes banques du pays ont signalé la pire baisse de leurs bénéfices en plus d'une décennie en raison de l'augmentation des créances douteuses.

En Europe, les usines tentent de réduire les coûts de production pour faire face à la faible demande et à la baisse des prix qui affectent les bénéfices, ajoute l'agence.

Un autre problème est le risque d'une deuxième vague de Covid-19. Même lorsqu'un vaccin est conçu, le rendre disponible dans le monde entier à l'échelle requise prendra du temps, estime Warwick McKibbin de la Brookings Institution et de l'Université nationale australienne.

À son avis, le coronavirus pourrait coûter à l'économie mondiale quelque 35 000 milliards de dollars jusqu'en 2025".

La production industrielle allemande à la peine !



Selon cette dépêche de l'agence Reuters, la production en Allemagne est en hausse certes, mais nettement moins forte qu'attendue par les « zexperts » de tous poils !

En effet la production industrielle de nos aimables voisins a augmenté de 1,2 % en juillet, alors que les analystes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur une hausse plus marquée, de 4,7 % !

Ils attendaient un rebond à 4.7 % de croissance de la production industrielle et nous assistons à un très médiocre 1.2 % alors que l'Allemagne est l'une des trois grandes usines du monde avec la Chine et le Japon et qu'elle est l'usine européenne.

Si la reprise est atone en Allemagne, cela n'augure rien de bon pour la suite de la reprise européenne en particulier et mondiale en général.

Charles SANNAT Source [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) [ici](#)

L'appréciation de l'euro devient un problème pour la BCE

L'euro fort préoccupe la BCE et c'est le titre de cet article de l'AGEFI qui revient sur un élément important des grands équilibres monétaires à savoir... les parités entre les deux plus grandes monnaies du monde que sont le dollar américain et... l'euro !

« Alors que les marchés commençaient à anticiper la poursuite du rallye de l'euro au-dessus de 1,20 dollar, la monnaie unique a reculé d'un coup après le franchissement de ce seuil mardi – pour la première fois depuis avril 2018 – et jusqu'à 1,1830 mercredi soir. Ce recul soudain fait suite non seulement aux prises de bénéfices liées à ce niveau psychologique mais aussi aux commentaires du chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), pour qui une devise trop forte pourrait devenir un casse-tête : Philip Lane a reconnu que «le taux euro-dollar importe» et que l'institution en tient compte dans sa politique monétaire ».

Il est évident et très facile à comprendre qu'une hausse de l'euro pourrait nuire aux entreprises exportatrices européennes et à notre compétitivité.

Peu importe désormais les raisons fondamentales, désormais le taux de change ne repose plus sur les lois traditionnelles de la compétitivité commerciale des nations mais sur les anticipations de création monétaire de chaque banques centrales.

La BCE n'intervient généralement pas pour dévaluer sa monnaie, mais cela pourrait changer notamment avec de nouvelles communication sur les objectifs d'inflation de la banque centrale européenne, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit. Lorsque la FED a annoncé qu'elle renonçait à son objectif d'inflation de 2 % et que cela pouvait être bien plus, les marchés ont compris qu'il y aurait encore plus de dollars. Le dollar a baissé et l'euro est monté.

Si la BCE dit qu'il y aura autant d'euros que nécessaire, alors les parités se rééquilibreront d'elles-mêmes.

Charles SANNAT Source [Agefi.fr](https://www.agefi.fr) [ici](#)

Sauvetage en vue des investisseurs dans les obligations pourries

François Leclerc 8 septembre 2020



Que faut-il relever pour rendre compte de l'état du monde ? La pandémie qui échappe à tout contrôle, en Inde, au Brésil et aux États-Unis, et de son rebond presque partout ailleurs ? Le tournant que représente la nouvelle donne économique et financière fait de récession et de menace déflationniste avancée ? La maîtrise improbable des émissions des gaz à effet de serre alors que le temps est compté ? Il ne manque pas de sujets annonçant une prochaine catastrophe. Mais comment s'y résoudre ?

Côté financier, le panorama ressemble à des eaux dormantes, raison de plus de s'en méfier. Les régulateurs ne voient pas tout, les banques centrales ne peuvent pas tout. On en est réduit, dans l'attente d'un nouvel accès de crise ici ou là, à épinglez les dysfonctionnements quand ils affleurent. On note aujourd'hui l'engouement des investisseurs activement à la recherche de rendement pour les « obligations pourries » (les « junk bonds »), ainsi dénommées car elles sont très risquées et donc rémunérées en conséquence.

À la mi-août, les émissions américaines de cette dette étaient de 274 milliards de dollars, soit plus que sur l'ensemble de l'année 2019... En Europe, elles atteignaient en juin 108 milliards d'euros en glissement annuel. Il y a malaise. Malgré l'accroissement de la quantité disponible de ces titres consécutive à la baisse de leur notation, celle des entreprises émettrices ayant passé dans la catégorie « fallen angels » (anges déchus), les investisseurs rencontrent des difficultés pour en trouver. Les liquidités déversées sur les marchés par les banques centrales dont ils disposent s'accroissent et celles-ci acceptent dorénavant ces titres en garanties, réduisant d'autant le marché des « obligations pourries ».

À force d'achats massifs sur ce marché, les investisseurs prennent le risque grandissant de la venue d'une vague de faillites touchant les entreprises émettrices de ces titres. L'interrogation porte sur leur simultanéité ou leur étalement dans le temps grâce à des mesures de retardement des gouvernements et des banques centrales. Aux prix du maintien en vie, décrié par les tenants de l'orthodoxie, d'entreprises « zombies » sans avenir.

La problématique de leur recapitalisation est donc également centrale si l'on veut prémunir les investisseurs d'importantes pertes. Il y a du transfert financier dans l'air ! Dernier exemple en date : par un détournement de la destination des fonds du livret A, consacrés au logement social, la Caisse des dépôts va en France contribuer à cette recapitalisation avec une épargne des particuliers qui est regardée avec les yeux de Chimène.



L'intolérance et l'autoritarisme accélèrent la désunion et l'effondrement

Charles Hugh Smith Lundi 7 septembre 2020



Le fait de faire porter le chapeau aux dissidents ne fait qu'accélérer la désunion et le désarroi qui accélèrent l'effondrement final.

L'autoritarisme nous est imposé, mais l'intolérance de ses frères et soeurs est notre propre fait. L'intolérance et l'autoritarisme sont les deux faces d'une même médaille : lorsque l'intolérance devient la norme, les intolérants commencent à exiger que l'État fasse respecter leur intolérance en supprimant leurs ennemis par des mesures autoritaires de plus en plus sévères.

L'intolérance et l'autoritarisme augmentent à mesure que l'instabilité s'installe et que le niveau de vie diminue. En période de prospérité, la dissidence et les divergences d'opinion sont non seulement tolérées mais aussi célébrées, car cette liberté d'avoir des croyances diverses sert à unifier la société.

Dans les moments difficiles, la dissidence et les différences sont considérées comme des menaces mortelles pour l'ordre social. Peut-être existe-t-il un instinct humain, lorsque les temps sont durs, d'insister sur le fait que "nous devons tous ramer ensemble", c'est-à-dire rechercher une unité renforcée par une intolérance croissante qui exige une action plus autoritaire de la part de l'État.

Par exemple, en temps de guerre, les opinions pacifistes qui étaient auparavant tolérées deviennent des infractions pénales.

L'ironie ici est que cette conformité forcée ne génère pas l'unité - elle fracture la société en camps de guerre acharnés, alors que le terrain d'entente disparaît pour laisser place à un extrémisme qui considère l'autoritarisme (en soutien de notre camp, bien sûr) comme non seulement justifié mais essentiel.

L'intolérance et l'autoritarisme sapent et finalement détruisent l'unité qui a été générée par la tolérance et une grande variété de croyances et d'opinions dissidentes. À mesure que notre propre insécurité augmente, nous tombons trop volontiers dans la tentation de voir dans le refus récalcitrant des autres de rejoindre notre camp sans réserve la source de notre insécurité.

Dans cet état d'esprit d'insécurité, la "solution" consiste à imposer le respect des règles par tous les moyens disponibles afin que tout le monde soit dans notre camp. Et comme certains pourraient cacher le manque de sincérité de leur dévouement à notre juste cause, la nécessité d'une Inquisition devient pressante, afin que les traîtres hypocrites ou cachés puissent être démasqués et punis.

Mais les inquisiteurs eux-mêmes sont inévitablement suspectés, et une inquisition des inquisiteurs ne tarde pas à faire des ravages chez ceux qui se sont présentés avec orgueil comme les arbitres du conformisme. Il n'y a

aucun moyen d'échapper à cette volonté de dissiper l'insécurité en forçant le conformisme, si ce n'est l'effondrement complet des ordres social, politique et économique.

C'est la voie de la folie et de l'effondrement social complet. Mais le pouvoir de l'insécurité et de l'incertitude est tel que l'histoire enregistre notre urgence autodestructrice à abandonner le juste milieu et une diversité de points de vue et de croyances pour l'uniformité totalitaire de la conformité forcée.

Mais une fois enracinée, l'intolérance ne connaît plus de limites et le serpent de l'autoritarisme intolérant finit par se manger la queue. À une époque d'intolérance, la pureté idéologique est un paysage de sables mouvants en constante évolution. Ceux qui, au sommet, portent un jugement sur la pureté idéologique des autres se rendent vite compte que leur propre pureté est attaquée.

L'autoritarisme répressif, de plus en plus intolérant, a marqué les derniers jours du déclin et de la chute des Romains. Plutôt que d'affronter directement les crises profondes et inédites et de s'unir autour des sacrifices nécessaires pour les résoudre favorablement, il est tellement plus facile de blâmer tous ceux qui ne sont pas d'accord avec notre position en tant que source des crises.

C'est évidemment une illusion : les crises ont des sources réelles, et le fait de faire porter le chapeau aux dissidents ne fait qu'accélérer la désunion et le désarroi qui accélèrent l'effondrement final.

À méditer, mais c'est difficile, je sais: la monnaie n'est pas la richesse!

Bruno Bertez 7 septembre 2020



Un gouvernement ne peut dépenser que ce qu'il prend aux contribuables et aux victimes de l'inflation. Et toute dépense supplémentaire par un gouvernement réduit d'autant les dépenses des citoyens.

Le gouvernement est une entité économique part entière, tout comme la banque centrale est une banque également.

Toutes les erreurs viennent du fait qu'on les considère comme étant « d'ailleurs », comme étant des entités qui échappent à la Loi de la Valeur et de la Rareté c'est à dire que l'on croit que pour ces deux entités il y a des choses qui tombent du ciel.

En guise d'editorial. Nostalgie du capitalisme productif!

Je ne vais pas radoter , mais vous savez que je suis défenseur du système capitaliste, défenseur du **capitalisme productif**, et critique féroce du capitalisme financiarisé.

Avant j'étais ce que l'on peut appeler National-Productiviste.

J'ai perdu l'aspect **National** car les élites ont détruit la Nation et je ne vais être un pigeon et continuer à croire en quelque chose qui n'existe plus ou qui ne sert que de mystification; je suis resté **productiviste**.

D'accord le capitalisme est intrinsèquement exploiteur mais c'est le prix à payer , -surtout à notre époque-, pour une production de richesse efficace . Pour l'instant on n'a pas fait mieux.

Si la production de richesses cesse d'être efficace comme c'est le cas maintenant, les coûts du système capitaliste, ses inconvénients sont sans contrepartie. Le capitalisme cesse d'être légitime.

C'est ce qui est en train de se passer.

Il devient pur système parasite et ne mérite plus d'être défendu.

D'ailleurs il l'est de moins en moins: l'adhésion au système ne cesse de reculer y compris aux USA .Surtout chez les jeunes. Et ceux qui en sont les grands bénéficiaires, les ploutocrates/kleptocrates sont déjà obligés d'employer la force, la violence les mensonges pour le maintenir.

Le cancer qui ronge le capitalisme c'est l'argent facile, bon marché, tombé du ciel. Il permet de prendre tous les risques sur le dos de la société, des citoyens et des contribuables.

Les criminels ce sont les banquiers centraux qui mettent en circulation cet argent, qui l'avalissent.

Ils entretiennent l'esprit de jeu, le gaspillage, la mauvaise gestion, la gestion déloyale.

Ils sont les fossoyeurs du système du capitalisme productif.

Lisez ce texte qui nous est offert par l'excellent **Peter Schmidt**

Dans le passé le rôle classique de la finance dans une économie était limité mais incroyablement important.

Dans leur rôle classique, les entreprises de services financiers – principalement des banques commerciales – ont accumulé les économies générées par la société et les ont orientées vers les besoins en capital des entreprises,

Elles ont contribué à former les éléments productifs de la société. Les investissements en capital qui en ont résulté ont entraîné une augmentation de la production et des niveaux de vie plus élevés.

En effet, c'est la conversion de l'épargne en capital pour atteindre des niveaux de production plus élevés qui a donné à notre système son nom de «capitalisme»

Une bonne description de l'importance de cette formation de capital – fondée sur l'épargne -ou production excédant la consommation – pour la société est fournie par l'économiste et banquier, Dr. Benjamin Anderson:

« Le Capital est créé lorsque les hommes produisent des machines au lieu de chapeaux, de chaussures et de glaces, lorsque les hommes construisent des ponts et des voies ferrées au lieu de faire des enregistrements phonographiques. La croissance du capital est un facteur de première importance dans le progrès de la civilisation. Le capital augmente lorsque la communauté produit plus qu'elle ne consomme. Le capital diminue lorsque la communauté consomme plus qu'elle ne produit. (1) »

La presse de 14 000 tonnes illustrée à la figure 1 est un bon exemple de «bien de production». Cette machine peut forger des lingots de 600 tonnes en produits finis de forme presque nette.

Des machines comme celle-ci sont utilisées pour fabriquer, entre autres, des rotors de turbine. Voir la figure 2.

Ces rotors sont utilisés pour produire de l'électricité et forment ainsi – sans exagération – la base sur laquelle toutes les sociétés modernes sont construites. Sans les presses à matrice ouvertes comme celle-ci et sans la capacité d'usiner les pièces forgées qu'elles produisent en rotors de turbine, la vie telle que nous la connaissons aujourd'hui serait fondamentalement différente.

FIGURE 1:

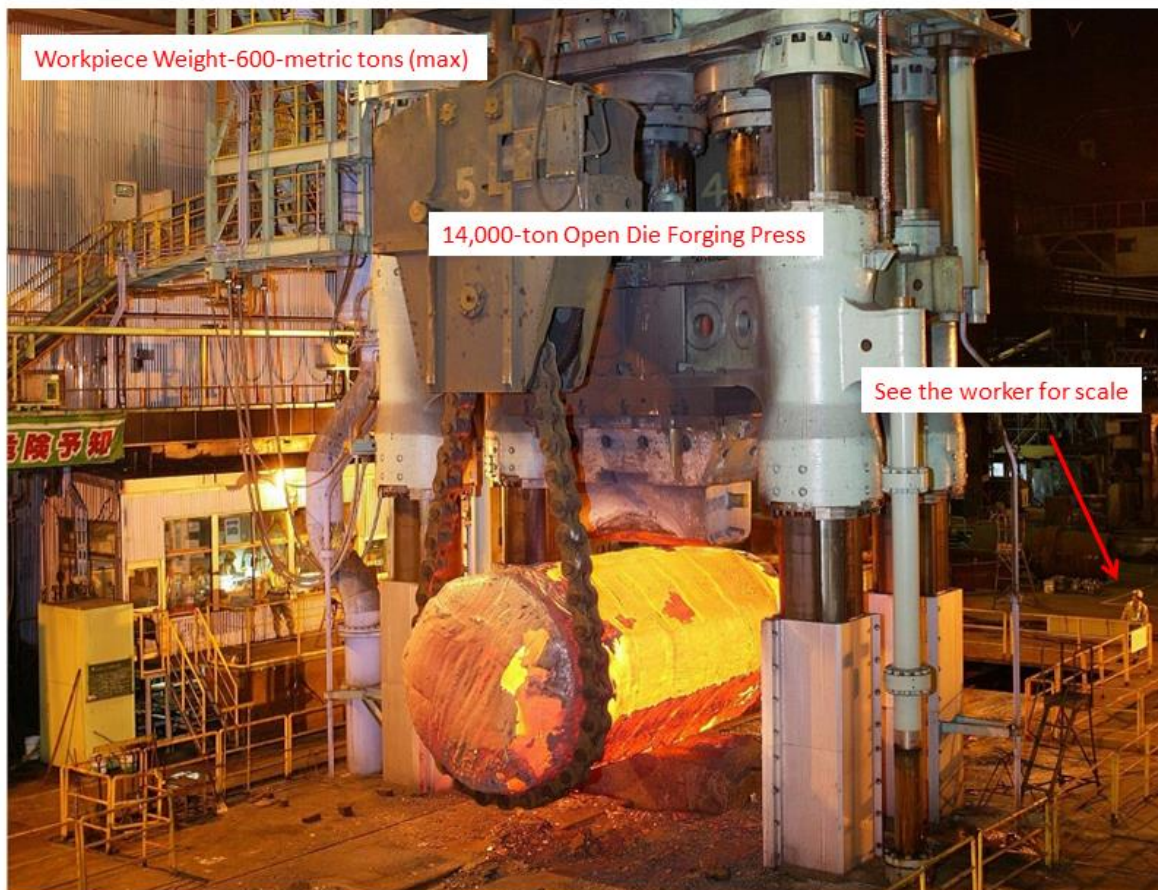


FIGURE 2:



La figure 2 montre le professionnalisme discret des travailleurs qui tirent une profonde satisfaction de leur travail.

La figure 3, montre le jour où Goldman Sachs est devenue publique.

Henry Paulson, PDG de Goldman à l'époque, est représenté à l'extrême droite de la figure 3. Goldman a été une énorme aubaine pour tous. Paulson à lui seul a gagné des centaines de millions de dollars chez Goldman,

fortune dont la plus grande part résultait directement de l'entrée en bourse de Goldman. La rémunération totale de Paulson pour Goldman paierait facilement pour une presse à matrices ouverte du type illustré à la figure 1 .

Ce fait soulève naturellement la question suivante: quelle est la meilleure utilisation du capital d'investissement – acheter une presse à matrice ouverte du type illustré à la figure 1 ou payer Henry Paulson pour être le PDG de Goldman? Plus généralement – et c'est peut-être une meilleure question à poser – qui a fait le plus pour promouvoir l'intérêt de la société; les machinistes de la figure 2 ou les banquiers d'investissement de la figure 3?

FIGURE 3:



De gauche à droite :

John Thain – co-Chief Operating Officer, (MIT, Harvard), **Dunce #46**

Esta Stecher – co-General Counsel, (Columbia Law School)

Steve Friedman – Former Senior Partner, (Cornell, Columbia Law School), **Dunce #22**

Richard Grasso – NY Stock Exchange President, not a Goldman Sachs employee

David Viniar – Chief Financial Officer, (Harvard)

Chris Cole – Head of Financial Institutions Group, (Princeton)

Dan Jester, Treasurer, (No Ivy League Degree)

John Thornton – co-Chief Operating Officer, (Yale, Harvard)

Henry Paulson – Chief Executive Officer (Dartmouth, Harvard), **Dunce #38**

Dans un système de capitalisme productif, les contributions des deux groupes de travailleurs seraient complètement mélangées et leurs contributions respectives ne pourraient jamais être dissociées l'une de l'autre.

Les machinistes, malgré toutes leurs compétences techniques, auraient beaucoup de mal, à financer l'achat et l'installation d'un équipement aussi grand que la presse de la figure 1 ; mais sans le travail des machinistes et leur valeur ajoutée, les banquiers n'auraient guère d'opportunité où investir de l'argent pour produire un taux de rendement positif.

Aujourd'hui, bien entendu, avec une masse monétaire purement fiduciaire et la financiarisation de l'économie qui l'accompagne, la banque est désormais complètement séparée des parties réellement productives de l'économie.

Il n'est pas exagéré de dire que la finance n'est plus un moyen pour atteindre une fin (augmentation de la production); au lieu de cela, la finance est désormais une fin en soi.

En effet, il n'y a pas de meilleur exemple de financement devenant une fin en soi que l'entrée en bourse de Goldman Sachs le 4 mai 1999.

Historiquement, les banques d'investissement de Wall Street étaient des partenariats; c'était l'argent des partenaires qui était en jeu. En conséquence, lorsque les banques d'investissement étaient des partenariats privés, elles étaient gérées de manière prudente.

Tout cela a changé lorsque ces banques sont devenues publiques. Maintenant, c'est avec l'argent du public qu'elles fonctionnent et opèrent.

Non seulement toute prudence a disparu, mais Wall Street est devenue aujourd'hui un pur jeu à somme nulle, totalement déconnecté de l'économie réelle.

Les investissements ne produisaient plus de gagnants des deux côtés d'une transaction. Désormais, pour chaque gagnant, il doit y avoir un perdant.

La meilleure preuve de ce jeu à somme nulle – ainsi que du divorce de Wall Street d'avec les parties réellement productives de l'économie- sont les transactions dérivées autour des obligations hypothécaires.

Les produits dérivés échangés ne sont créés qu'après les prêts hypothécaires. En d'autres termes, les centaines de milliards de dollars de négociation de dérivés hypothécaires n'ont pas financé la construction ou l'achat d'une seule maison! Pourtant, c'est ce commerce spéculatif qui a menacé de mettre le monde à genoux sur le plan économique en 2008!

Écrivant pendant la Grande Dépression, le Dr Benjamin Anderson a réfléchi à la façon dont les banques avaient gaspillé leur réputation « honorable » et, comment elles, avaient grandement contribué au désastre économique d' alors:

« Les spéculateurs ont perdu la tête. Dans une trop grande mesure, les banquiers d'investissement l'ont fait également .

La banque d'investissement américaine avait un long et honorable bilan. Les banques d'investissement avaient été pendant des décennies les intermédiaires honnêtes entre les chemins de fer et les sociétés industrielles d'une part, et le public investisseur sur l'autre.

Elles avaient souscrit pour des milliards de dollars de titres, et avaient placé les milliards de dollars du public américain investisseur dans des utilisations saines et rentables; dans la construction des chemins de fer et des industries du pays.

Elles avaient été exigeantes sur les crédits, avaient insisté sur des politiques saines de la part des entreprises pour lesquelles ils obtenaient les fonds de leurs investisseurs. Elles étaient préoccupées par leur réputation. Elles se sont efforcées de ne pas faire des opérations douteuses, ne serait-ce que parce qu'elles souhaitaient pouvoir le faire régulièrement . Il fallait vendre d'autres émissions aux mêmes investisseurs.

Elles avaient bien fait leur travail. Mais avec le grand flot d'argent bon marché, et avec une demande insatiable d'actions et d'obligations, leur objectifs et leurs normes de crédit ont commencé à se relâcher dès 1925. Et avec une nouvelle vague d' argent bon marché en 1927, les finalités ont été gravement perdues et les normes de crédit ont beaucoup souffert. « (2)

L'épithète de Anderson pour les banques conservatrices dans les années 1920 est applicable également à ce qui s'est passé à la suite de l'entrée en bourse des banques d'investissement de Wall Street.

Après la débâcle des années 1920 et 1930, l'établissement bancaire est revenu à ses racines conservatrices.

En revanche, après la débâcle de 2008, les banques se sont aujourd'hui encore plus complètement éloignées de l'économie réelle.

Les banques de Wall Street en particulier continuent de faire preuve de d'imprudence : les prix des actifs de tous types n'ont plus aucun rapport avec tout ce qui ressemble de loin à une base historique de valeur.

Plutôt que d'exprimer leur scepticisme à l'égard des politiques de soutien explicites et implicites de la Réserve fédérale sur les prix des actifs, les banques de Wall St. réclament aujourd'hui constamment plus de «stimulus» ou de «liquidité» de la Fed.

Comme l'a observé Anderson, le secteur bancaire a un long et honorable passé.

Il joue un rôle extrêmement important dans le fonctionnement des marchés libres.

Personne ne devrait confondre le long et honorable bilan des banques ou le rôle critique qu'elle joue dans l'économie avec le secteur bancaire tel qu'il est devenu maintenant après que Goldman Sachs est devenu public.

Peter Schmidt

September 07, 2020 (Labor Day)
Sugar Land, Texas

ENDNOTES:

1. Benjamin Anderson, Economics and the Public Welfare, Liberty Press, Indianapolis, IN, 1979, p. 131
2. Anderson, p. 212

À la fin du marché, il ne reste que le second choix. La pourriture a le vent en poupe

Bruno Bertez 8 septembre 2020



La pourriture a le vent en poupe : BlackRock en conseille l'achat car les défaillances seraient surestimées.

Elles rapportent plus car elles sont jugées risquées, mais leur succès auprès des investisseurs interroge en pleine pandémie: les emprunts d'entreprise dits « pourris » ont été dopés ces derniers mois par le déversement d'énormes quantités de liquidités pour faire face à la crise.

Peu glorieux, le surnom de ces titres vient de l'anglais « junk bonds », soit « obligations pourries » – appelées aussi à « haut rendement » -, lorsque la note de qualité qui leur est attribuée par les agences de notation est inférieure à un certain niveau.

A la mi-août, les émissions de cette dette à risque aux Etats-Unis culminaient à 274 milliards de dollars, soit déjà plus que sur l'ensemble de 2019, selon les données de l'agence Bloomberg.

L'Europe a de son côté connu une « accélération » en fin de premier semestre d'après l'agence Fitch Ratings, les émissions de « junk bonds » atteignant en juin 108 milliards d'euros en glissement annuel dans un marché traditionnellement moins développé qu'outre-Atlantique.

« L'appétit des investisseurs pour ces obligations s'explique par la recherche de rendement », explique Frédéric Rollin, senior investment advisor pour Pictet AM, insistant sur la difficulté d'en trouver aujourd'hui, alors que les marchés sont abreuvés abondamment par les grandes banques centrales.

Le rendement, les obligations « junk » sont parmi les rares à en proposer, dans l'actuel environnement de taux d'intérêt très bas.

Banques centrales

La Fed soutient les entreprises dégradées récemment par les agences de notation, comme Ford ou Occidental Petroleum, en rachetant directement leur dette. La BCE achète de son côté de la dette d'entreprises bien notées, mais autorise les banques à lui déposer des titres devenus « pourris » en garantie lorsqu'elles viennent emprunter.

Au coeur de l'été, la presse financière avait fait ses choux gras de l'entreprise américaine d'emballage Ball Corporation, empruntant à 2,875% sur dix ans, du jamais-vu pour une société dont la qualité d'endettement est considérée comme « pourrie ».

A titre de comparaison, l'entreprise pharmaceutique Johnson & Johnson, qui détient la meilleure note possible (AAA), a emprunté sur une échéance similaire en août à 1,3%.

La forte progression des emprunts « pourris » est aussi liée à l'arrivée dans cette catégorie d'entreprises dont l'activité, et par effet d'entraînement la note, ont été dégradées en raison du Covid-19. Elles sont surnommées les « fallen angels », ou les « anges déchus ».

Dans leurs rangs, le français Accor qui est arrivé en catégorie « junk » en août lorsque l'agence S&P l'a dégradé.

Le groupe hôtelier fait toutefois encore partie des « stars » du secteur de la dette pourrie. Mais, alors que les conséquences économiques de la pandémie sont encore très floues, que dire des entreprises dont la dette continue à se vendre mais qui glissent vers des dégradations successives ?

« Les entreprises qui étaient un peu en difficulté avant le sont encore plus aujourd'hui », reconnaît Alain Krief, responsable de la gestion obligataire pour Edmond de Rothschild AM.

« C'est là où l'on doit faire notre métier, les identifier et ne pas forcément investir à tout-va », ajoute-t-il, citant pour l'Europe certaines entreprises de location de voitures, ou des équipementiers automobiles allemands.

Faillites

Dans son pire scénario de crise, l'agence S&P Global Ratings anticipe la faillite de 11,5% des entreprises mal notées en Europe d'ici juin 2021, soit le pire niveau depuis le début des années 2000, et 8,5% dans son scénario de base.

C'est le risque spécifique à cette crise qui a vu les autorités se mobiliser très rapidement: au lieu de mener à une vague immédiate de faillites, il faut s'attendre à « un étalement dans le temps des défauts », anticipe Marina Cohen, à la tête de la division High Yield Europe pour Amundi AM.

« Il y a de la liquidité à court terme, mais des entreprises qui n'ont pas la bonne structure de capital pourraient logiquement faire défaut » ensuite.

Dans l'intervalle, certaines pourraient se muer en entreprises « zombies », des groupes maintenus en vie à fonds perdus par les plans d'aide gouvernementaux et les largesses des banques centrales.

Le patron de Deutsche Bank Christian Sewing s'en est inquiété mercredi: « Si une entreprise sur six en Allemagne devenait +zombie+ grâce à des fonds de sauvetage et à la suspension des dépôts de bilan (...), cela aurait un impact sérieux sur la productivité de notre économie ».

afp/jh



Holger Zschaepitz
@Schuldensuehner



Nasdaq 100 Future fall 2% w/Tesla down 10% in pre-trading in a sign of another ugly day for US Tech.

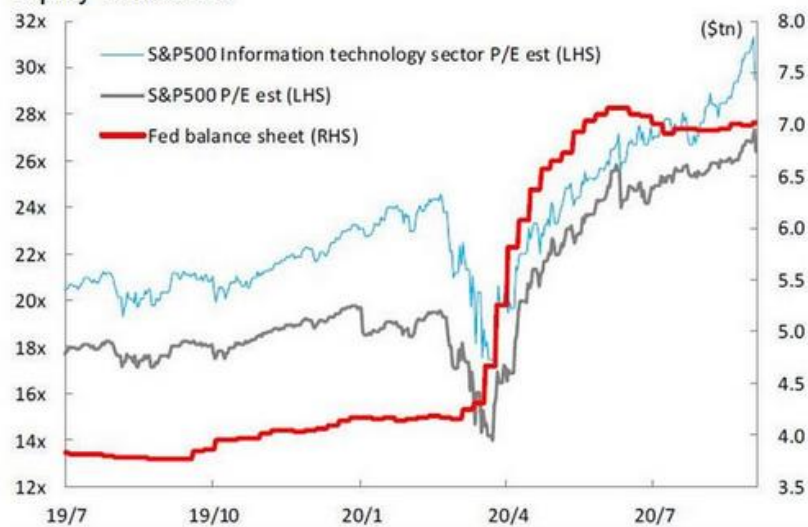


5:47 AM · 8 sept. 2020





Figure 1. The Fed's balance sheet and risk asset prices
Equity valuations



Notes: P/E forecasts on forward 12mo basis

Sources: Bloomberg, SMBC NIKKO



Investing.com
@Investingcom



*U.S. WTI CRUDE OIL FALLS ALMOST 4% TO \$38.32/BBL AFTER TOUCHING FIVE-WEEK LOW OF \$38.18/BBL AMID WEAK FUEL DEMAND, SAUDI PRICE CUTS

investing.com/commodities/cr...

\$CL_F #OOTT



Bourse, un trou d'air prévu et prévisible, seul manquait la date exacte. Purge sur les technologiques.

Bruno Bertez 8 septembre 2020

La bourse était fragile, malsaine avec beaucoup d'écume spéculative , une fenêtre de vulnérabilité s'était ouverte.

JP Hussman l'avait discernée et fort bien expliquée, juste la veille du jour ou on a dévissé.

Voici la conclusion de sa dernière note. Il explique comme à son accoutumée l'importance des valorisations pour l'investissement sérieux à long terme et consacre une longue étude « aux internals ».

Les internals c'est ce qui se passe sous la surface du marché, derrière les apparences . L'examen de ce qui se passe en profondeur dans le marché permet de mesurer sa force ou sa faiblesse.

Les internals permettent de mesurer les divergences, l'absence d'unanimité au sein du marché, l'affaiblissement de l'appétit spéculatif, **et donc sa vulnérabilité à un trou d'air.**

Ici Hussman avait très bien vu et ce n'est pas un hasard si il a sorti cette note juste avant le trou .

Lisez cette remarquable analyse des divergences.

Traduction de l'essentiel.

À l'heure actuelle, l'un des aspects frappants du comportement du marché est le manque de confirmation qui a accompagné les récents sommets du marché.

Alors que le S&P 500 et le Nasdaq Composite ont atteint des sommets records, ni le large NYSE Composite, ni les indices à petite capitalisation Russell 2000, Dow Industrials, Dow Utilities ou Value Line n'ont dépassé leurs sommets de février.

De même, l'action quotidienne du marché présente de plus en plus de divergences, avec plus d'actions en baisse que d'actions en progression, même les jours où le S&P 500 monte, avec une volatilité implicite croissante des options sur indices boursiers, même en cas de progression du marché.

De même, près de la moitié de toutes les actions américaines restent inférieures à leurs moyennes mobiles respectives sur 200 jours.

Dans l'ensemble, nous avons un marché hypervalué que nous associons aux pires rendements potentiels sur 10-12 ans de l'histoire des marchés financiers américains, ainsi qu'à un sentiment haussier extrême, à une participation tiède, à l'ampleur et au leadership, ainsi qu'à une volatilité implicite divergente.

Écoutons-le et surtout gardons tout cela en tête, cela resservira à l'avenir.

Pour ceux qui lisent dans le texte:

« L'une des caractéristiques de nos mesures des données internes du marché est qu'elles peuvent être défavorables même lorsque le S&P 500 atteint de nouveaux sommets, et peuvent devenir positives même lorsque le marché semble assez faible. La chose essentielle à retenir est que nous devons regarder sous la surface. C'est pourquoi on les appelle des internes.

Actuellement, l'un des aspects les plus frappants du comportement du marché est le manque de confirmation qui a accompagné les récents sommets du marché. Alors que le S&P 500 et le Nasdaq Composite ont atteint des sommets records, ni l'indice large NYSE Composite, ni l'indice des petites capitalisations Russell 2000, ni l'indice Dow Industrials, ni l'indice Dow Utilities, ni l'indice Value Line

n'ont dépassé leurs sommets de février. De même, les actions quotidiennes du marché ont de plus en plus souvent été marquées par des divergences, les actions en baisse étant plus nombreuses que les actions en hausse, même les jours où le S&P 500 évolue à la hausse, avec une volatilité implicite croissante des options sur les indices boursiers, même lorsque le marché progresse. De même, près de la moitié des actions américaines restent en dessous de leurs moyennes mobiles respectives sur 200 jours.

Ces dernières semaines, nous avons également commencé à observer divers syndromes de conditions que nous surveillons dans les données quotidiennes, qui ont historiquement été vulnérables à des "poches d'air" abruptes ou à des baisses soutenues. Le graphique ci-dessous, par exemple, montre des périodes qui associent un sentiment de surchauffe à un comportement même légèrement divergent en termes de volatilité implicite et de participation au marché. Plus précisément, les barres rouges identifient les cas où les alertes à la baisse étaient inférieures à 27 %, le ratio put/call du CBOE était inférieur à 0,58, au moins 3 jours au cours des 10 derniers jours ont combiné une progression du S&P 500 avec une augmentation du VIX, et moins de 68 % des actions individuelles étaient au-dessus de leurs propres moyennes respectives sur 200 jours. Il est à noter que chaque correction brutale depuis janvier 2018 a été précédée par ces conditions, sans parler du sommet précis du marché en mars 2000.

Autre combinaison intéressante : le S&P 500 se situe à moins de 0,5 % de son plus haut niveau sur 5 ans, la variation sur 14 jours dépasse 1 %, moins de 3 % des émissions du NYSE atteignent de nouveaux sommets sur 52 semaines et moins de 60 % des actions individuelles dépassent leur propre moyenne sur 200 jours. Là encore, si ces conditions sont assez simples, la combinaison de sommets de marché et de tiédeur interne est souvent un signe d'avertissement.

Une variante encore moins fréquente que nous observons actuellement dans les données quotidiennes est la combinaison des sommets du S&P 500 et d'une participation étroite, ce qui ajoute un sentiment extrêmement déséquilibré. Le graphique ci-dessous montre les points où le S&P 500 se situait à moins de 0,5 % d'un plus haut sur 5 ans, où les " advisory bears " étaient inférieurs à 27 %, où le ratio put/call du CBOE était inférieur à 0,58, où moins de 3 % des actions du NYSE se trouvaient à leur plus haut sur 52 semaines et où moins de 60 % des actions individuelles étaient au-dessus de leur propre moyenne sur 200 jours. Les cas sont ici assez limités et assez précis, se produisant dans les jours qui suivent le pic de mars 2000, le pic d'octobre 2007, le pic de septembre 2018 avant correction, et aujourd'hui.

Aucun de ces cas n'est une prévision, mais ils illustrent la confluence de facteurs et de syndromes négatifs que nous observons actuellement. Il devrait également être clair qu'aucun de ces éléments n'est nouveau. Ce ne sont que des variantes de facteurs de risque que j'ai notées en temps réel sur des décennies de cycles de marché.

Dans l'ensemble, nous avons un marché hyperévalué que nous associons aux pires perspectives de rendement sur 10-12 ans de l'histoire des marchés financiers américains, ainsi qu'un sentiment haussier extrême, une participation tiède, une ampleur et un leadership limités, ainsi qu'une volatilité implicite divergente. »

Le dollar est fini (1/2)

rédigé par [Dan Denning](#) 8 septembre 2020

La monnaie papier perd du terrain par rapport aux métaux précieux... et cela ne va pas tarder à se voir notamment concernant le dollar – dont la fin est proche.



« Je n'y crois pas une seconde. Ce genre de choses n'arrive pas Etats-Unis. Au contraire, le dollar sera le dernier rempart. Vous allez perdre beaucoup d'argent. »

Voici la réponse d'un de mes amis, qui travaille dans le secteur de l'investissement et lit mes articles. A l'évidence, il n'était absolument pas d'accord avec mon hypothèse sur les raisons de l'évolution du prix des actifs.

Quelle hypothèse, me direz-vous ?

Je pense que l'on assiste aujourd'hui sur les marchés financiers au déclin de la monnaie papier par rapport aux métaux précieux. Ce « changement de régime monétaire » est alimenté par une dette gouvernementale dépassant les 100% du PIB et une augmentation du déficit public annuel.

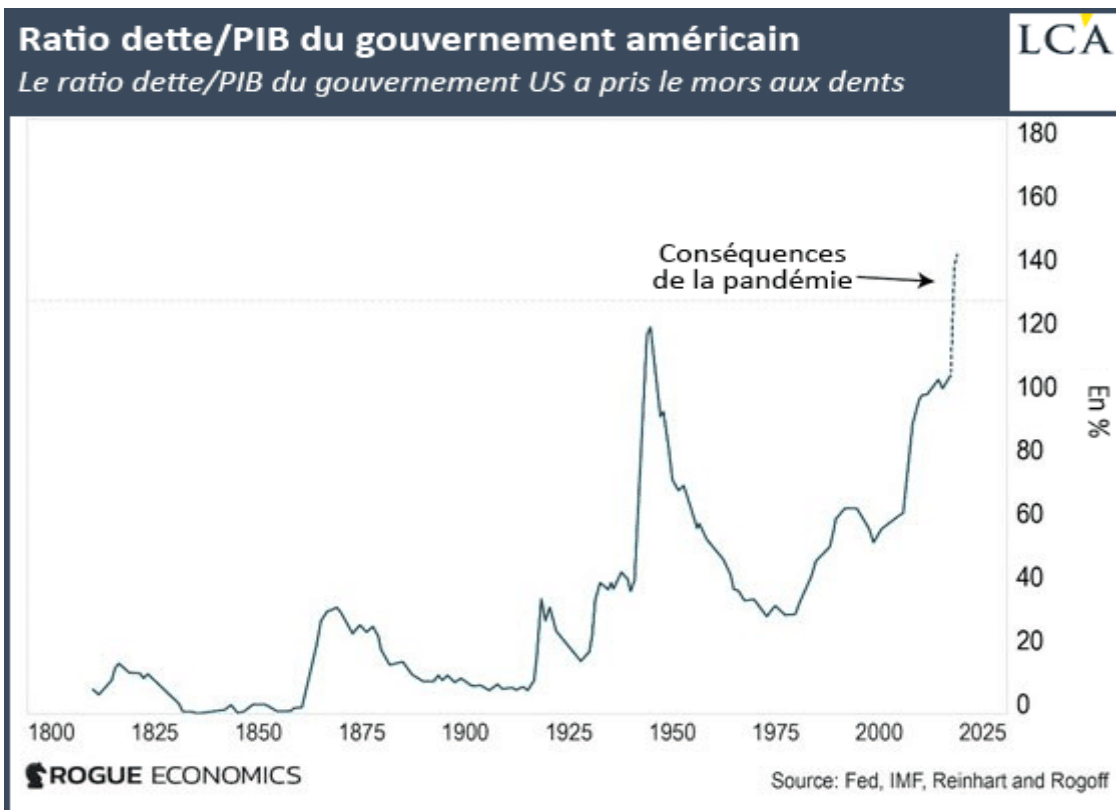
Mon ami s'intéresse davantage à Apple qu'aux lingots d'or. Pourquoi pas ? Je lui souhaite bonne chance. Ce ne serait pas vraiment un marché si tout le monde était du même avis et avait les mêmes valeurs.

J'aimerais pourtant partager avec vous une information cruciale qui nous rappelle que quoi qu'il advienne à court terme, à long terme, le dollar US est déjà mort.

Le point de non-retour est dépassé

Quand la dette publique brute dépasse 130% du PIB, une faillite est presque inévitable.

Aux Etats-Unis, selon les recherches publiées par le Fonds monétaire international (FMI), ce chiffre atteindra 141% du PIB d'ici fin 2020. D'ici 2030, toujours selon le FMI, il sera de 160%.



La destruction du dollar a dépassé le point de non-retour. Les déficits annuels et la dette totale seront très certainement plus élevés que les prévisions du FMI ou du CBO, la commission budgétaire du Congrès US.

Selon les recherches de Hirschmann Capital, des niveaux d'endettement aussi élevés ont toujours eu pour conséquence une forme ou une autre de dévaluation.

Inflation et restructuration

Depuis 1800, sur 52 pays dont la dette gouvernementale brute a dépassé les 100%, 51 ont dû cesser d'en assurer le service. J'entends par là qu'il a fallu restructurer la dette, dévaluer la monnaie, cesser les paiements ou (c'est l'hypothèse la plus probable selon nous), faire délibérément augmenter l'inflation pour que le refinancement/remboursement de la dette existante devienne plus abordable.

Dans ce genre de situation, les termes employés ont peu d'importance. En tant qu'épargnant et en tant qu'investisseur, il est essentiel de se concentrer plutôt sur l'effet net de taux d'endettement élevés sur la valeur de la monnaie : elle baisse... tout comme la valeur de votre épargne.

Mieux vaut ne pas se perdre dans la définition technique d'une faillite. Pourquoi ?

Techniquement, le gouvernement des Etats-Unis n'est JAMAIS obligé de faire faillite. Après tout, c'est lui qui imprime les dollars dans lesquelles sa dette est exprimée. Même si la population se révolte contre les impôts, même si l'économie est réduite de moitié, même si une seconde guerre civile américaine éclate après les élections de novembre, le gouvernement pourrait continuer de faire tourner la presse à billets pour rembourser les propriétaires de bons du Trésor US, de billets et d'obligations.

L'Etat ne serait donc pas en faillite... du moins pas formellement. La valeur du dollar serait pourtant en chute libre. En termes réels – qui sont les seuls qui comptent vraiment – votre fortune serait perdue.

Les alternatives – restructuration, dévaluation, explosion de l’inflation – trouvent elles aussi toutes la même conclusion : la destruction de la richesse.

A suivre...

N’oubliez pas d’où vient l’argent du gouvernement

rédigé par [Bruno Bertez](#) 8 septembre 2020

La reprise dépend du gouvernement – mais certains ont tendance à oublier un peu vite d’où ce dernier tire l’argent utilisé pour faire redémarrer l’économie.



Les théories économiques dominantes ne fournissent aucun guide pour apprécier la future reprise et son ampleur.

Elles passent à côté de l’essentiel – à savoir que le déterminant sera l’évolution des taux de profits. Les entreprises baisseront la voilure tant qu’elles n’auront pas reconstitué le taux de profit désiré.

Pour y parvenir alors qu’elles licencient à tour de bras, il faut créer de la demande, c’est-à-dire des ventes qui sont solvabilisées par autre chose que les salaires.

Ainsi, pour que les profits se redressent, il faut que les gouvernements et les Trésors publics fassent de très gros déficits.

Ce sont les déficits du secteur public et leur ampleur qui détermineront les profits et donc la reprise, son calendrier et son ampleur (je laisse de côté pour l’instant les demandes en provenance de l’étranger et de l’impulsion du crédit).

Une nuance essentielle

Ce sont les déficits du secteur public qui font les profits du secteur privé et son épargne : cela découle des équations de Keynes.

Cela étant dit, n’oubliez jamais qu’un gouvernement ne peut dépenser que ce qu’il prend aux contribuables et aux victimes de l’inflation. Toute dépense supplémentaire par un gouvernement réduit donc d’autant les dépenses des citoyens.

Le gouvernement est une entité économique à part entière, tout comme la banque centrale est une banque également.

Toutes les erreurs viennent du fait qu'on les considère comme étant d'« ailleurs », comme étant des entités qui échappent à la loi de la valeur et de la rareté. En d'autres termes, on croit que pour ces deux entités, il y a des choses qui tombent du ciel.

C'est faux.

Trampoline et fausse monnaie

rédigé par [Bill Bonner](#) 8 septembre 2020

Les autorités américaines sont contraintes de soutenir l'économie réelle – et non plus seulement l'industrie financière, comme auparavant. Malheureusement, elles n'ont qu'un nombre limité d'outils à leur disposition...

Voyez-vous ce qu'il se passe, cher lecteur ?

Nous entrons dans une nouvelle phase. Jusqu'à maintenant, la Réserve fédérale servait de coussin de sécurité à la Bourse. Cela a créé un gigantesque transfert de richesse, passant des individus moyens – ayant peu d'actifs financiers – vers « les riches », [qui possèdent la plupart](#).

Mais c'était une fausse richesse. C'est-à-dire que le marché boursier US pourrait facilement être divisé par deux. En un éclair, quelque 17 500 Mds\$ de « richesse » disparaîtraient.

Quelques vendeurs à découvert – qui parient sur une baisse des cours – gagneraient de l'argent. Mais la majeure partie des 17 500 Mds\$ disparaîtraient purement et simplement. Pouf ! Envолés.

[Parce qu'ils n'ont jamais été réels](#)... ils n'ont jamais été un reflet honnête de la vraie valeur des entreprises américaines.

Coup de mou

Entre le 1er mars et le 1er juin, la Réserve fédérale a ajouté 3 000 Mds\$ aux faux billets de Wall Street. Rebondissant sur ce trampoline de fausse monnaie, les prix des actions se sont ré-envолés... et ont atteint des sommets inédits.

Cela en dépit d'une chute du PIB... et de la croissance des revenus par action. En d'autres termes, cette hausse n'avait aucun motif – à part l'afflux de nouvel argent provenant de la Fed.

Mais ensuite, à partir de juin, la Fed a levé le pied. Son bilan – qui mesure la somme d'argent qu'elle envoie à Wall Street – a baissé.

La semaine dernière, les marchés ont eu un coup de mou : si cette baisse se poursuit, la Fed réagira comme elle le fait depuis 30 ans : elle augmentera la dose, mettant toujours plus de fausse monnaie dans l'auge... et engraisant à nouveau les indices boursiers.

(Il y a aussi une autre chose intéressante à propos des marchés... Les indices sont lourdement pondérés en faveur des plus grosses valeurs – celles qui font les gros titres et attirent l'intérêt des traders du type « Robinhood ».

Les quatre plus grandes valeurs, par exemple – Apple, Amazon, Google et Microsoft – valent désormais plus que les PIB de chaque pays au monde, à l’exception des Etats-Unis et de la Chine. Apple vaut plus que l’intégralité de l’indice Russell 2000, qui recouvre les petites et moyennes valeurs US.

La plupart des actions, cependant, restent dans le rouge pour l’année.)

Une reprise factice

A présent... une nouvelle phase commence. Les autorités vont être contraintes de faire pour l’économie réelle ce qu’elles font pour l’industrie financière depuis le début.

Il faut dire qu’elles ne peuvent pas laisser une récession substantielle se produire – surtout pas si elles l’ont elles-mêmes causée. Elles vont devoir réparer la situation.

Et qu’ont-elles à leur disposition ? Exactement la même chose que ce qu’elles ont utilisé pour soutenir Wall Street – la planche à billets.

Cela produira le même résultat : [une « reprise » factice](#).

Mais nous allons plus vite que la musique...

En plus de la chute des actions, apparaissent de nouvelles preuves que la « reprise » de l’économie réelle n’a pas lieu. [Pas de « V »](#). Pas de « U ». On a plus affaire à un « L ».

« Le déficit commercial [des Etats-Unis] s’est agrandi de près de 19% en juillet », rapporte *Barron’s*.

« Mercredi, le Beige Book de la Réserve fédérale a montré que de nombreux licenciements liés à la pandémie deviennent permanents. »

Pourquoi n’y a-t-il pas de reprise rapide ? C’est ce que nous verrons demain.